



PROGRAMME SYSTÈME DE QUALITÉ DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
Appui à la mise en œuvre de la politique Qualité de la CEDEAO (ECOQUAL)

Financé par l'Union européenne

Projet n ° 140203

Rapport d'exécution

Période:

29 Août 2016 - 31 Juillet 2017

Proposé par:

L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

Responsable de programme:
Bernard BAU (PTC, TII)

Août 2017

Programme mis en œuvre par l'ONUDI

Sommaire

Sommaire	2
Figures et tableaux	3
Liste des annexes	3
Liste des abréviations	4
I. Etat de la mise en œuvre du programme	8
A. Gouvernance du programme	8
B. La mise en œuvre des activités techniques	13
3.1. Prix Nationaux et CEDEAO de la Qualité:.....	18
3.2. Renforcement des capacités en matière de sécurité sanitaire des aliments.....	20
3.3. Base de données « qualité et industrie » de la CEDEAO.....	22
C. Communication et visibilité	23
D. Principales réalisations du programme	24
II. Partenariat et suivi	32
A. Partenariat et Synergies	32
B. Suivi du projet et évaluation	34
III. L'intégration du genre	36
IV Rapport financier	39
Conclusion	43

Figures et tableaux

Figure 1: Répartition des Auditeurs du Prix de la qualité formés par pays

Figure 2: Répartition des lauréats régionaux par pays

Figure 3: Répartition des lauréats par catégorie

Figure 4: Pourcentage d'experts qualifiés en Système de management de la sécurité des denrées alimentaires (SMSDA) par pays

Figure 5: Classement par pays des moyennes des notes à la formation qualifiante SMSDA

Figure 6: Taux de mise en œuvre physique par objectif spécifique

Figure 7: Le genre dans les activités d'harmonisation des normes

Figure 8: L'intégration du genre dans les formations techniques

Figure 9: Répartition des Experts de sexe féminin qualifiés ISO 22000

Figure 10: succès de l'intégration genre dans les formations qualifiantes ISO 22000

Figure 11: Taux d'exécution / période de rapportage

Figure 12: Taux d'exécution financière par objectif spécifique

Liste des annexes

Annexe 1: Rapport de la 5ème réunion du Comité de pilotage du PSQAO d'Octobre 2016 Abuja

Annexe 2: Rapport-deuxième réunion du comité élargi de pilotage-version finale

Annexe 3: Mesures clé pour l'accélération du taux de mise en œuvre du PSQAO

Annexe 4: Chronogramme des activités, Septembre 2016 -Août 2017, état de mise en œuvre

Annexe 5: PSQAO budget révisé - mesures d'accélération 2016, (conformément à l'Avenant à la convention de contribution)

Annexe 6: Tableau 1: État de mise en œuvre des activités techniques (à fin Juillet 2017)

Annexe 7: Organigramme de la cellule technique de coordination régionale

Liste des abréviations

AFRAC	Coopération africaine pour l'accréditation
CE	Commission européenne
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique occidentale
CTA	Conseiller technique principal
CTCR	Cellule technique de coordination régionale
ECOQUAL	Politique régionale de la Qualité de la CEDEAO
ECOSHAM	Modèle d'Harmonisation des normes de la CEDEAO
ECOSTAND	Normes CEDEAO harmonisées
DUE	Délégation de l'Union européenne
FAFA	Accord-cadre financier et administratif entre la CE et les Nations-Unies
FCCIAO	Fédération des chambres de commerce et de l'Industrie de l'Afrique de l'Ouest
FOPAO	Fédération des Associations d'employeurs ouest-africaine
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
IPSP	Industrie et Promotion du secteur privé
ISO	Organisation internationale de normalisation
NINAS	Service national d'accréditation du Nigeria
NQIP	Programme pour la mise en place de l'infrastructure nationale de la qualité au Nigeria
CTH	Comité technique d'Harmonisation d'ECOSHAM
CTM	Comité de Management Technique d'ECOSHAM
CTN	Coordinateur technique national
CNCT	Cellule nationale de coordination technique
OA	Organisme d'accréditation
OOAS	Organisation Ouest-Africaine de la Santé
OEC	Organisme d'évaluation de la Conformité
OMPI	Organisation Mondiale de la propriété Intellectuelle
ONN	Organisme national de normalisation
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
ORAN	Organisation africaine de normalisation
OTC	Obstacles techniques au commerce
OTC / UE	Programme « Obstacles techniques au Commerce » de l'UE
PNQ	Politique Nationale de la Qualité
PQAO	Programme Qualité de l'Afrique de l'Ouest
PSQAO	Programme Système Qualité de l'Afrique de l'Ouest
PTB	Physikalisch-Technische Bundesanstalt
SOAC	Système Ouest Africain d'Accréditation
SPS	Mesures sanitaires et phytosanitaires
SRA	Système Régional d'Accréditation
TdR	Termes de référence
TRAQUE	Programme d'aide au commerce et au développement de la qualité
TUNAC	Conseil Tunisien d'accréditation
UE	Union européenne
UEMOA	Union Économique et monétaire ouest-africaine

Résumé du rapport

La Convention de contribution (N ° 2013 / 336-972) du Programme Système Qualité de l'Afrique de l'Ouest (« Appui à la mise en œuvre de la politique de Qualité de la CEDEAO ») a été signée par l'UE et l'ONUDI le 27 Août 2014 et la mise en œuvre a débuté en Septembre 2014.

Entre fin Août 2016 et Juillet 2017, le PSQAO a réussi à mettre en œuvre avec succès les activités techniques suivantes:

- La finalisation des projets de Politiques Nationales de la Qualité au Ghana et en Guinée;
- L'assistance technique au Libéria pour la rédaction de textes juridiques pour la mise en place de l'ONN et de l'Agence de Sécurité Sanitaire des Aliments;
- La présentation du rapport final sur la mise en place des structures de l'Infrastructure régionale de la Qualité de la CEDEAO;
- Les propositions et adoption officielle des projets de textes juridiques pour la mise en place et l'opérationnalisation des structures de l'Infrastructure régionale de la Qualité de la CEDEAO;
- Le soutien à l'organisation de réunions régionales pour l'harmonisation des normes (ECOSHAM);
- Le soutien à l'organisation d'une réunion régionale des ministres en charge de l'industrie des États membres de la CEDEAO pour adopter des résolutions pour le développement et la transformation industrielle des noix de cajou et du cacao;
- Le lancement des premières activités du système d'accréditation régional de la CEDEAO (SRA):
 - activités promotionnelles en accréditation, à savoir la présentation des présidents du SOAC et de NINAS aux ministres en charge de la Qualité de la Côte d'Ivoire et du Mali;
 - la célébration de la Journée internationale de l'accréditation;
 - La signature d'un protocole d'accord entre le TUNAC et le SOAC.
- L'organisation d'un séminaire régional sur le financement de l'Infrastructure de la Qualité de la CEDEAO;
- L'évaluation et l'élaboration des plans d'action de 13 laboratoires et 3 organismes d'inspection accompagnés à l'accréditation;

- Le suivi de la mise en œuvre du système de management de la Qualité des 4 organismes de certification de produits;
- Le renforcement des capacités des personnes ressources de la région en Système de Management de la Sécurité des Denrées Alimentaires;
- La proposition d'un document cadre pour la mise en place de la base de données de la qualité et de l'industrie de la CEDEAO;
- L'élaboration d'un répertoire des organismes d'évaluation de la conformité accrédités en Afrique de l'Ouest;
- L'assistance technique à l'organisation de 16 Prix nationaux de la qualité;
- L'organisation de la première édition du Prix CEDEAO de la Qualité;
- La mise en œuvre de la stratégie de communication et le développement du site Web du programme;
- L'organisation de la deuxième réunion du Comité de pilotage élargi et de la cinquième réunion du Comité de pilotage;
- La préparation et la présentation de la convention de contribution pour la phase 2 du PSQAO;
- La préparation de l'évaluation à mi-parcours du programme par l'Union européenne.

Ces progrès dans la mise en œuvre du programme peuvent être évalués par rapport à l'augmentation du taux d'exécution financière, conduisant à un décaissement total de 5.900.204,36 EUR (y compris les coûts indirects) au 31 Juillet 2017, représentant 92,8% des trois versements reçus (EUR 6.358.685) et 90% du budget total de l'action (6.548.049,04 EUR). Au mois d'août 2015, ce taux était de 18% du budget total du projet et à la fin d'août 2016, le taux est passé à 48% du budget total. Cette performance a été rendue possible grâce aux mesures d'accélération proposées par l'ONUDI à la demande du Comité de pilotage. Ces mesures comprennent le renforcement et la stabilisation de l'équipe de la Cellule Technique de Coordination régionale, le démarrage des activités de structures qualité de la CEDEAO, la mise en place de la base de données de la qualité et de l'industrie, l'organisation des Prix nationaux et CEDEAO de la Qualité ainsi que les activités liées à la création de la marque CEDEAO de la Qualité.

Du 17 au 18 Octobre 2016, le programme a tenu sa 2^{ème} réunion du Comité de pilotage élargi à Cotonou au Bénin ; le 31 Octobre 2016, la réunion du Comité de Pilotage a eu lieu à Abuja à la représentation de la DUE. Compte tenu des progrès accomplis depuis la validation des mesures

d'accélération proposées en Août 2016 et les recommandations formulées par la réunion du Comité de pilotage élargi, l'ONUDI a été prié de préparer la nouvelle convention de contribution pour la phase 2 du PSQA ; également, le décaissement de la troisième tranche de la première phase a pu être demandé. La Convention de contribution a été signée le 19 décembre 2016 ; le premier versement de préfinancement (2.017.765 EUR) a été demandé en Janvier 2017 et reçu par la suite par l'ONUDI.

Introduction

Ce sixième rapport présente les développements récents, les actions entreprises et les réalisations du programme depuis le 29 Août 2016. Il suivra une structure déclinée en quatre parties.

La première partie est liée à l'état de mise en œuvre du programme qui comprend les derniers développements en matière de gouvernance du programme, la mise en œuvre des activités techniques, la communication et la visibilité et les principales réalisations du programme.

La deuxième partie du rapport donne des détails sur les partenariats en cours et l'aspect suivi du projet alors que la troisième partie met l'accent sur l'intégration du genre dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

Enfin, la quatrième partie présente le rapport financier et un aperçu détaillé de la répartition des dépenses au 31 Juillet 2017.

I. Etat de la mise en œuvre du programme

A. Gouvernance du programme

1. Réunions du Comité de Pilotage

Deux réunions du comité de pilotage ont eu lieu au cours de la troisième année de mise en œuvre du programme.

a) La deuxième réunion du comité de pilotage élargi

La deuxième réunion du Comité de pilotage élargi a eu lieu à Cotonou, au Bénin, les 17-18 Octobre 2016. En plus des points focaux nationaux et des coordonnateurs techniques nationaux des pays de la CEDEAO (sauf le Nigeria) et de la Mauritanie, les représentants des organisations suivantes ont participé la réunion: la Commission de la CEDEAO, la Commission de l'UEMOA, la délégation de l'Union européenne au Bénin, le ministère de

l'Industrie, du commerce et de l'Artisanat du Bénin, le Programme OTC ACP-UE, la GIZ, le PTB, la FCCIAO, le NINAS / NQIP et l'ONUDI.

Lors de cette réunion, l'ONUDI a présenté le rapport annuel du Programme ; les points focaux nationaux ont présenté les principales réalisations du programme dans les pays et les partenaires invités ont présenté les derniers développements en ce qui concerne leurs interventions dans le domaine de la qualité dans la région. Après discussions, les participants ont proposé des recommandations pour examen comme suit:

- Maintenir le rythme de mise en œuvre des mesures d'accélération;
- Rendre disponibles les fonds de la deuxième phase du programme PSQAO;
- Soutenir la mise en œuvre des activités nationales conformément aux objectifs d'ECOQUAL, particulièrement les activités de mise en œuvre des PNQ ;
- Accélérer la mise en œuvre d'ECOSHAM;
- Augmenter la visibilité du PSQAO au niveau national;
- Prendre des mesures spéciales pour les pays qui ont enregistré un certain retard dû à la fièvre Ebola;
- Assurer la disponibilité de la traduction des documents officiels dans les trois langues de la CEDEAO ;
- Autoriser une allocation financière au bénéfice des points focaux nationaux.

b) La cinquième réunion du Comité de Pilotage

La cinquième réunion du comité de pilotage a été organisée à Abuja (Nigeria) le 31 Octobre 2016. Les participants étaient des représentants de la Délégation de l'UE au Nigeria, de la Commission de la CEDEAO, de la FCCIAO et de l'ONUDI (l'équipe de Vienne a participé par vidéoconférence). La Commission de l'UEMOA n'a pas pu assister à la réunion par vidéoconférence en raison de jour férié au Burkina Faso.

Au cours de la réunion, les participants ont discuté principalement de la mise en œuvre des recommandations formulées par la quatrième réunion du comité de pilotage et la dernière réunion du comité de pilotage élargi. Ils ont également discuté de la demande reçue de l'UEMOA relative à un soutien pour couvrir les honoraires des auditeurs du Prix UEMOA de la Qualité et de ceux de l'organisme de certification de l'UEMOA, de l'exécution du programme, du plan d'action de l'année précédente ainsi que la deuxième phase du programme.

Les recommandations peuvent être résumées comme suit:

- Les activités nationales peuvent être mises en œuvre dans le cadre de la phase 2 du PSQAO si elles contribuent à la réalisation des objectifs du programme au niveau régional et les liens doivent être correctement mis en évidence. Par conséquent, l'ONUDI devrait travailler avec les pays pour proposer des activités nationales liées au programme régional;
- Prendre des mesures spéciales pour rattraper le retard enregistré dans certains pays comme la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone (frappés par l'épidémie de la fièvre d'Ebola);
- Renforcer le secrétariat d'ECOSHAM pour favoriser sa mise en œuvre; recruter un expert pour coordonner les réunions TCH et connexes;
- Rendre disponibles dans les trois langues de la CEDEAO, les documents officiels à venir;
- Améliorer la communication et la visibilité du PSQAO et en particulier à travers l'utilisation de la plate-forme de la FCCIAO;
- Poursuivre l'application des mesures d'accélération du programme;
- L'UE et l'ONUDI collaboreront pour mener leurs évaluations du PSQAO à moyen terme. À cet égard, les termes de références de l'évaluation à mi-parcours préparés par l'ONUDI seront partagés avec la DUE à Abuja;
- En ce qui concerne la demande de l'UEMOA, la duplication des activités au niveau régional devra être évitée ; les Commission de l'UEMOA et la CEDEAO devraient travailler ensemble pour une approche unique;
- Les auditeurs du Prix Qualité formés par le PSQAO réaliseront les évaluations pour les deux prix (UEMOA et CEDEAO);
- Dans le cadre de la marque de certification CEDEAO de la Qualité, seuls les organismes nationaux de certification retenus pour délivrer la marque de certification de la CEDEAO bénéficient d'une assistance du PSQAO. L'organisme de certification de l'UEMOA pourrait être pris en charge s'il est convenu qu'il délivre la marque de certification de la CEDEAO;
- Les Commissions de l'UEMOA et de la CEDEAO ont un accord pour la mise en œuvre des activités du PSQAO. S'il y a des points de discordances, ils devraient être mis en évidence;

- Selon l'entente de la convention de contribution, les règles et les règlements de l'ONUDI devraient être appliqués en matière de voyage. Par conséquent, les questions concernant les voyages doivent être discutées avec l'ONUDI;
- En ce qui concerne la demande de financement de la deuxième phase, l'ONUDI enverra à la DUE tous les documents, y compris l'état de mise en œuvre de la phase 1, la proposition de projet de la phase 2 (avec les activités, le plan d'action et le budget) ainsi qu'une argumentation de la nécessité de la deuxième phase montrant précisément comment l'ONUDI atteindra un taux de 100% d'exécution à la fin de la phase 1 du PSQAO;
- La CEDEAO et l'ONUDI devraient transmettre à la DUE à Abuja, une demande officielle pour le financement de la deuxième phase du PSQAO.

2. Demande de financement deuxième phase du PSQAO

Au cours de la cinquième réunion du comité de pilotage restreint, la DUE à Abuja a fourni quelques orientations aux représentants de la Commission de la CEDEAO et de l'ONUDI. A la suite des discussions, afin d'introduire une demande de financement de la seconde phase du PSQAO, l'ONUDI devra fournir un plan indiquant comment elle atteindra un taux de 100% de mise en œuvre de la phase 1 du PSQAO en Août 2017 ; elle devra fournir également des justifications nécessaires pour étayer la stratégie pour l'atteinte de ce taux. Le plan de travail à proposer doit couvrir la dernière année de la première phase et celles de la phase 2.

En outre, s'agissant de la phase 2, de nouvelles activités telles que les activités nationales, qui ont un lien avec les activités régionales, peuvent être identifiées et incluses dans le prochain plan d'action de ladite phase. Toutefois, selon les recommandations ci-dessus, ces activités nationales ne peuvent être envisagées que si elles contribuent à la réalisation des objectifs du programme au niveau régional ; dans ce cas, les liens doivent être mis en évidence.

Tous les documents concernant la demande de la phase suivante doivent être (et ont été) soumis à la Délégation de l'UE en Décembre 2016. À la suite de cette demande, la première tranche de la deuxième phase (montant total de 2.017.765 euros, incluant les coûts indirects), a été reçu en février 2017.

3. Demande de la troisième tranche de la Phase 1 du PSQAO

Au début du mois de Décembre 2016, l'ONUDI a élaboré un rapport complémentaire couvrant la période allant de fin Août 2016 à Novembre 2016. Dans ce rapport, l'ONUDI a présenté un rapport financier montrant une dépense totale de 3 875 293,43 euros incluant les coûts indirects, ce qui représente 87% du total des première et deuxième tranches du budget de la phase 1 et 59% du budget total de l'action. La totalité des fonds libérés s'élève à 68% du budget total des activités ; l'ONUDI a présenté un plan d'action montrant comment le programme consommera tout le budget disponible d'ici la fin Août 2017. En Janvier 2017, l'ONUDI a transmis un rapport financier montrant que plus de 70 % de la deuxième tranche ont été consommés. Au début de Mars 2017, la troisième tranche d'un montant total de 1, 912, 558 euros a été reçue, conduisant à un budget total de 6.358.685 euros libéré.

4. La mise en œuvre des mesures d'accélération clés du programme

Suite aux recommandations de la dernière réunion du comité de pilotage, l'ONUDI a poursuivi la mise en œuvre des mesures d'accélération. Pour rappel, ces mesures étaient principalement destinées à étoffer et stabiliser l'équipe du projet de la Cellule Technique de coordination régionale, démarrer les premières activités des structures Qualité de la CEDEAO, mettre en place la base de données de la qualité et de l'industrie, et améliorer la culture de la qualité dans la région grâce à l'organisation des Prix nationaux et CEDEAO de la Qualité et au lancement des premières activités de la Marque Qualité de la CEDEAO.

Un tableau détaillé présentant les Mesures clé pour l'accélération du taux de mise en œuvre du PSQAO est présenté en annexe du présent rapport (annexe 3).

L'ONUDI a réussi à maintenir en effet un taux élevé de mise en œuvre des activités au cours de la période considérée, avec une augmentation du taux d'exécution financière de 42%.

5. Les rapports contractuels de la mise en œuvre du programme présentés à l'UE

Le présent rapport est un complément couvrant la période allant du 29 Août 2016 au 31 Juillet 2017, présentée aux fins d'une demande de prolongation de la durée de la période de mise en œuvre. Un rapport d'exécution final, couvrant les trois années complètes du programme, sera soumis en temps opportun, conformément aux termes de l'accord de partenariat.

B. La mise en œuvre des activités techniques

Comme mentionné plus haut, le programme est divisé en quatre objectifs spécifiques. Le résumé des résultats par objectif spécifique est le suivant:

1. Objectif spécifique 1 - infrastructure Qualité régionale et nationale

L'étude de la mise en place de l'infrastructure régionale de qualité est maintenant finalisée et un séminaire de restitution interne a été organisé à la Commission de la CEDEAO le 20 Septembre 2016. Les principales conclusions et propositions ont été faites au comité de contrôle interne mis en place par la Commission de la CEDEAO pour le suivi de l'étude. Plusieurs commentaires concernant principalement le statut juridique, le mécanisme de financement et les mesures pour la pérennisation des structures à créer ont été apportés par les parties prenantes. Le rapport de l'étude a été mis à jour par l'équipe d'experts en tenant compte de ces commentaires. Le document a été présenté à nouveau le 13 Janvier 2017 au comité interne à Abidjan dans le cadre de la préparation d'une réunion d'information sur les résultats de l'étude avec toutes les parties prenantes au mois de février 2017.

Cet atelier d'information a eu lieu du 1^{er} au 3 Février 2017 à Bamako, au Mali. La réunion a rassemblé des représentants de la Commission de la CEDEAO, la Commission de l'UEMOA, la Délégation de l'Union européenne au Mali, le représentant de la DUE Nigeria, l'ONUDI, la FCCIAO, la Fédération des associations d'employeurs d'Afrique de l'Ouest (FOPAO), le NINAS, le système ouest-africain d'accréditation (SOAC), la coopération africaine d'accréditation (AFRAC), l'Institut national allemand de métrologie (PTB), la Commission électrotechnique internationale / Afrique (CEI / Afrique), le PSQAO et les points focaux du PSQAO.

Conformément aux procédures de la CEDEAO pour la validation des rapports d'étude par le Conseil des ministres, une réunion sur cette étude, avec des experts de la CEDEAO de tous les

États membres, a eu lieu à Abidjan du 18 au 19 Avril 2017. Après les échanges et la prise en compte des amendements, la réunion a adopté le rapport d'étude, en particulier les projets de textes sur l'organisation et le fonctionnement des structures de l'infrastructure de la qualité de la CEDEAO.

Cette réunion d'experts a été suivie d'une réunion ministérielle le 21 Avril 2017, toujours à Abidjan, avec les ministres chargés de la qualité de la CEDEAO des États membres pour adopter le rapport d'étude. Les autres participants étaient la Commission de la CEDEAO, la Commission de l'UEMOA, l'ONUDI, la FCCIAO, le NINAS, le SOAC, l'AFRAC, le PTB, la Commission africaine de normalisation électro technique (AFSEC) et le PSQAO.

Après discussions, la réunion:

- a adopté le projet de mise en place de l'ECOWAQ, l'Agence de la CEDEAO pour la Qualité et a recommandé son adoption par le Conseil des Ministres de la CEDEAO;
- a adopté les textes juridiques des structures de l'Infrastructure de la Qualité de la CEDEAO et a recommandé son adoption par le Conseil des Ministres de la CEDEAO.

Considérant la recommandation de cette réunion, les recommandations ci-avant ont été présentées et adoptées par le Conseil des Ministres de la CEDEAO, le 2 Juin 2017 à Monrovia, au Libéria.

En Guinée, les principales parties prenantes nationales ont validé le projet de Politique Nationale de la Qualité. Au Ghana, en collaboration avec le Programme TRAQUE, le projet de Politique Nationale de la Qualité a été élaboré et validé. Dans 10 pays, les politiques nationales de la Qualité sont en processus d'adoption officielle. Pour rappel, les politiques ont déjà été adoptées au Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Mali, Mauritanie et Sénégal.

Dans le cadre de ses missions de suivi, la Commission de la CEDEAO a effectué deux missions sur le terrain au Ghana et au Sénégal pour assurer le suivi de l'élaboration de normes régionales. La Commission de la CEDEAO, le SOAC et les représentants du PSQAO ont participé à un voyage d'étude en Tunisie afin de se familiariser avec le fonctionnement de l'Infrastructure tunisienne de la Qualité; la délégation a rencontré plusieurs responsables et organisations en charge de la qualité, comme le ministre de l'Industrie de la Tunisie et le TUNAC (organisme d'accréditation tunisien) pour une meilleure compréhension de leur fonctionnement ; la délégation a discuté des possibilités de coopération avec les structures du schéma de l'Infrastructure de la Qualité de la CEDEAO.

Après avoir proposé un mécanisme de financement de l'infrastructure régionale de la qualité, le PSQAO a organisé un séminaire régional sur ce sujet à Abidjan, le 29 Juin 2017, dans le cadre de la célébration de la Journée de l'accréditation. Le PSQAO a recueilli des recommandations en vue de mobiliser des ressources nationales pour soutenir l'infrastructure nationale et régionale de la qualité.

Le programme a également assisté à l'Assemblée générale de la FCCIAO, tenue à Lomé (Togo), en Avril 2017. L'objectif de la participation à ladite Assemblée a été de mettre présenter les PSQAO et de stimuler l'intérêt du secteur privé en matière de qualité.

1. Objectif spécifique 2 – Système de normalisation et processus d'harmonisation des normes de la CEDEAO

La Commission de la CEDEAO a participé à un Forum de l'Organisation africaine de normalisation (ORAN) du 1^{er} au 04 Mars 2017 à VICTORIA FALLS (Zimbabwe) ; il s'agissait de s'informer sur les nouvelles conditions d'adhésion à l'ORAN ainsi que sur sa stratégie de permettant d'impliquer davantage de pays dans le processus de normalisation et de renforcer la coopération sur les questions de la Qualité en Afrique.

Du 27 au 30 Mars 2017, la délégation de la Commission de la CEDEAO a présenté les derniers développements en termes d'infrastructures dans la région au premier sommet mondial de fabrication et industrialisation (GMIS 2017) tenue à Abu Dhabi; elle s'est informée sur la technologie et l'innovation, les chaînes de valeur mondiales, les compétences, l'emploi et l'éducation, la durabilité et l'environnement, les infrastructures, les normes, etc.

Le 21 Avril 2017, à Abidjan, Côte d'Ivoire, les ministres des États membres de la CEDEAO en charge de la Qualité ont adopté les textes juridiques pour la mise en place de l'Agence de la CEDEAO pour la Qualité ; cette agence sera responsable de la gestion du Secrétariat d'ECOSHAM. Le 2 juin 2017, ce texte a été adopté par le Conseil des Ministres de la CEDEAO (1-2 Juin 2017, Monrovia, Libéria).

Du 27 au 29 Juin 2017, le PSQAO et la Commission de la CEDEAO ont participé à la 23^{ème} Assemblée générale de l'Organisation africaine de normalisation (ORAN) à Ouagadougou. Il s'agissait de présenter le Programme Qualité Afrique de l'Ouest (PSQAO) ; de même, le PSQAO a présenté comment il contribue à la thématique « l'amélioration des infrastructures de la qualité en Afrique - Faire progresser la compétitivité économique (répondre aux normes,

à la qualité et à l'infrastructure de conformité)». Le PSQAO a saisi cette occasion pour partager du matériel promotionnel sur le Programme.

Au cours de cette période, le programme a organisé plusieurs réunions pour l'élaboration de normes régionales. En Gambie, une réunion du CTH 6 a été organisée du 1^{er} au 3 novembre 2016. Au cours de cette réunion, les participants ont discuté principalement 11 projets de normes sur le tourisme (y compris les 4 normes de la CEDEAO (ECOSTAND)) ; également, le plan d'actions du CHT 6 pour l'année 2017. A Niamey (Niger), une réunion du CHT 4 a été organisée du 7 au 10 Novembre 2016. Les participants à cette réunion ont examiné 6 projets de normes concernant les matériaux de construction. Du 24 au 28 Avril 2017, les membres CHT 2 se sont réunis à Cotonou (Benin) pour discuter de 14 projets ECOSTAND sur les produits alimentaires. Les membres du CHT 1 ont examiné les commentaires de l'enquête publique sur 3 projets de normes harmonisées sur les produits agricoles et 5 projets de normes harmonisées sur les produits chimiques. 31 projets des normes électrotechniques de la CEDEAO ont été examinés par le CHT 1, le CHT3 et le CHT5 lors des réunions organisées par le PSQAO.

Au total, le PSQAO a appuyé le développement de 67 projets de normes de la CEDEAO, dont 41 normes ont été déjà adoptées.

Au cours de la réunion du Comité Technique de Management de l'ECOSHAM (CTM), organisée par le PSQAO du 24 au 28 Juillet 2017 Accra, le Comité a recommandé l'adoption de 21 ECOSTANDS et 7 normes ISO couvrant le domaine de la construction et des matériaux de construction, produits chimiques et du tourisme. Le CTM a également étendu le champ d'intervention du THC5 en charge des normes électrotechniques pour inclure les aspects mécaniques.

En plus de l'appui à la mise en œuvre d'ECOSHAM, le PSQAO a appuyé l'organisation d'une réunion régionale (Abidjan 20 Avril 2017) au cours de laquelle les ministres des États membres de la CEDEAO en charge de l'agriculture ont recommandé l'adoption de deux résolutions sur le développement industriel des secteurs du cacao et de la noix de cajou dans la région par le Conseil des ministres de la CEDEAO. Ces deux résolutions ont en effet été adoptées au cours de la 78^{ème} session ordinaire du Conseil des Ministres de la CEDEAO tenue au Libéria 1^{er} et 2 Juin 2017.

Afin de faciliter l'adoption des ECOSTANDS, le PSQAO assure la traduction de tous les projets de normes en anglais, français et portugais.

Le programme a également mis à la disposition des auditeurs des Prix nationaux et CEDEAO de la Qualité les normes ISO 9000v2015, ISO 9001v2015, ISO 9004v2009 et ISO 19011v2011.

2. Objectif spécifique 3 - accréditation des organismes d'évaluation de la conformité

Dans le cadre de l'assistance technique aux Organismes d'Evaluation de la Conformité, une formation régionale sur la fonction métrologie au laboratoire a été organisée à Cotonou (Bénin) les 17 et 18 Octobre 2016 au profit de 22 techniciens provenant d'un groupe de laboratoires d'essais sélectionnés dans la région.

Le PSQAO a également sélectionné 40 OEC qui sont appuyés en vers l'accréditation. Un pool d'évaluateurs techniques d'accréditation couvrant différentes spécialisations a été recruté pour appuyer les laboratoires dans ce processus ; divers domaines techniques sont concernés (matériaux de construction, chimie analytique et instrumentale, chimie alimentaire (aliments enrichis), chimie spectrale, etc.). 2 experts internationaux en matière d'inspection ont été recrutés pour soutenir les organismes d'inspection sélectionnés vers l'accréditation. De même, un expert international en matière de certification appuie 4 organismes de certification – produit vers l'accréditation. Tous les OEC sélectionnés ont déjà été visités par les experts. Les plans d'action pour la mise à niveau des OEC visités sont en cours de mise en œuvre. L'appui aux laboratoires de métrologie est déployé en coopération avec le Programme Métrologie PTB - CEDEAO.

L'ONUDI a contracté avec ACCREDIA (l'organisme d'accréditation italien) pour l'organisation des évaluations d'accréditation de 4 organismes de certification; les évaluations devraient être organisées avant la fin de l'année 2017. Pour les laboratoires, puisque la plupart d'entre eux sont déjà accrédités par des organismes d'accréditation, l'ONUDI travaillera avec les organismes d'accréditation concernés pour la réalisation des évaluations d'accréditation.

Le PSQAO a procédé à un appel d'offres en vue de sélectionner un cabinet - conseil pour le déploiement de systèmes de gestion de la Qualité dans 7 agences d'inspection pharmaceutique.

Dans le cadre de la mise en place du Système Régional d'Accréditation, du Comité communautaire de certification et du Comité communautaire pour la métrologie, les Experts des États membres de la CEDEAO ont recommandé à Abidjan en Côte d'Ivoire les 18 et 19 Avril 2017, l'adoption par les ministres de la CEDEAO en charge de la qualité des textes

juridiques relatif à l'opérationnalité de ces trois structures régionales. Les ministres en charge de la qualité ont approuvé et recommandé (21 Avril 2017, Abidjan, Côte d'Ivoire) l'adoption desdits textes par le Conseil des Ministres de la CEDEAO; les textes ont été adoptés officiellement (1-2 Juin 2017) à Monrovia.

Dans le cadre de la promotion du Système d'Accréditation Régional de la CEDEAO, le Commissaire de la CEDEAO chargé de l'Industrie et de la Promotion du Secteur Privé a rendu une visite de courtoisie et d'information aux ministres chargés de l'industrie au Mali (Février 2017) et de la Côte d'Ivoire (Avril 2017). Les présidents du SOAC et du NINAS ont été présentés aux ministres ; les défis liés à la question de l'Infrastructure de la Qualité en général, et de l'accréditation en particulier, ont été discutés.

Une délégation du Département en charge de l'Industrie de la Commission de la CEDEAO dirigée par le Commissaire KALILOU TRAORE et comprenant des représentants du PSQAO et du SOAC s'est rendue à Tunis du 10 au 14 Juillet 2017. Au cours de cette mission, un accord de coopération a été signé entre le SOAC et le TUNAC.

En ce qui concerne la participation à des réunions internationales, le directeur de l'industrie a représenté la Commission de la CEDEAO lors de la réunion biennale de l'AFRAC en mai 2017.

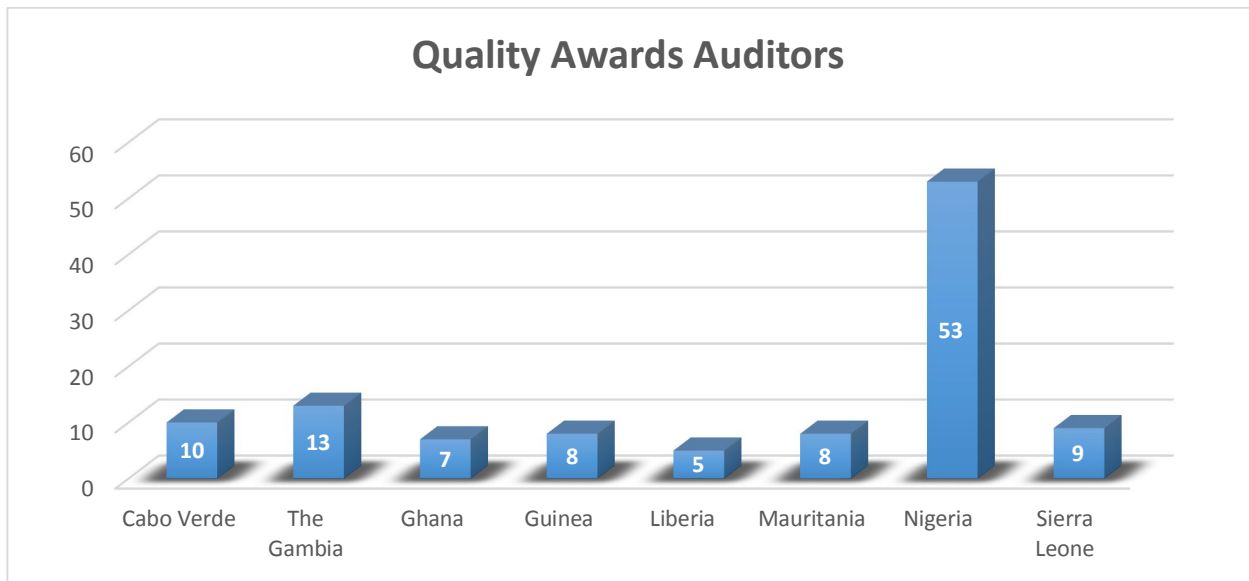
3. Objectif spécifique 4 -Promotion de la culture Qualité

3.1. Prix Nationaux et CEDEAO de la Qualité:

Une équipe d'experts a soutenu l'organisation des Prix Nationaux de la Qualité dans les pays de la CEDEAO, non membres de l'UEMOA, qui organisaient leur Prix pour la première fois. Au Nigeria, l'appui a été fourni en coopération avec le programme National pour la mise en place d'une Infrastructure Qualité au Nigeria (NQIP). Le PSQAO a également soutenu l'organisation du Prix National de la Qualité dans 6 pays de l'UEMOA (à l'exception du Burkina Faso et Côte d'Ivoire).

Dans l'ensemble des pays, 130 entreprises ont été auditées dans le cadre des Prix nationaux de la Qualité, 29 entreprises se sont qualifiées pour participer aux Prix CEDEAO de la Qualité, dont 28 ont effectivement concouru au dit Prix. 113 auditeurs ont également été formés dans les pays non-UEMOA. Le tableau 1 ci-dessous montre leur répartition par pays.

Figure 1: Répartition des Auditeurs du Prix de la qualité formés par pays



Dans le cadre du Prix CEDEAO de la Qualité, les 28 entreprises ont été auditées par un pool de 4 auditeurs internationaux. Un agent de la Commission de la CEDEAO en charge du Secrétariat du Prix a assisté à une série d'audits régionaux auprès d'un échantillon d'entreprises en vue de mieux comprendre le processus des audits. Cet agent a été préalablement formé avec succès en audit tierce partie (formation IRCA d'auditeur tierce partie ISO 9001) afin de s'approprier les techniques d'audit. Les entreprises issues de l'ensemble des Etats membres de la CEDEAO, à l'exception de la Guinée, ont participé à la première édition du Prix CEDEAO de la Qualité. La cérémonie de remise des Trophées du Prix CEDEAO de la Qualité a eu lieu à Abidjan le 30 Juin 2017 ; au cours de cet évènement, 15 entreprises ont été primées. Le graphique 2 indique le nombre de gagnants par pays et le graphique 3 présente les lauréats par catégorie. 100% des entreprises auditées au Nigeria (3), Côte d'Ivoire (1) et Mali (1) ont été récompensées lors de cette cérémonie. Au total, 42% des grandes entreprises en compétition pour le Prix CEDEAO de la Qualité (plus de 100 employés), 50% des entreprises de taille moyenne (entre 20 et 100 employés) et 83% des petites entreprises (moins de 20 employés) ont remporté un prix. Ces résultats montrent que, à travers la mise en œuvre du PSQAO, l'ONUDI a contribué à l'enracinement d'une culture de qualité dans la région.

Figure 2: Répartition des lauréats régionaux par pays

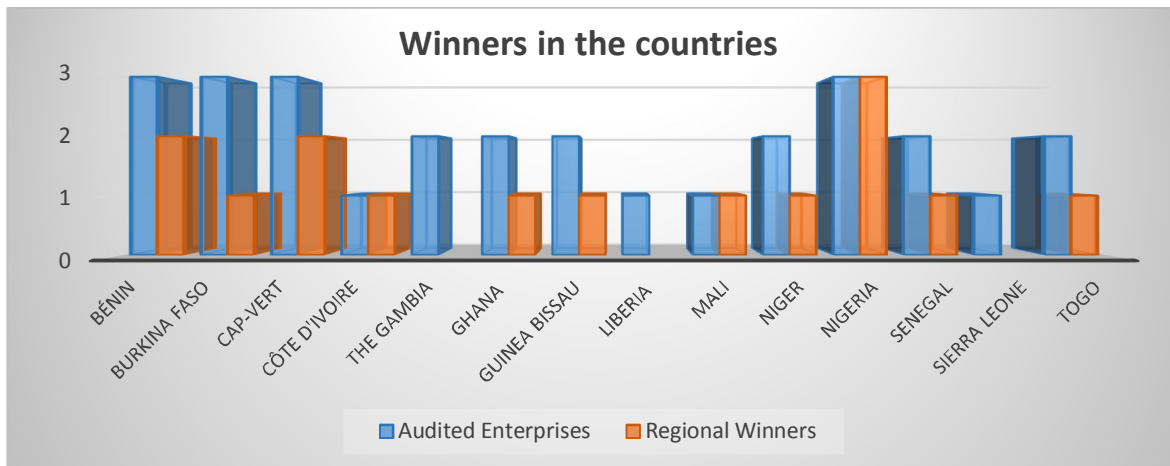
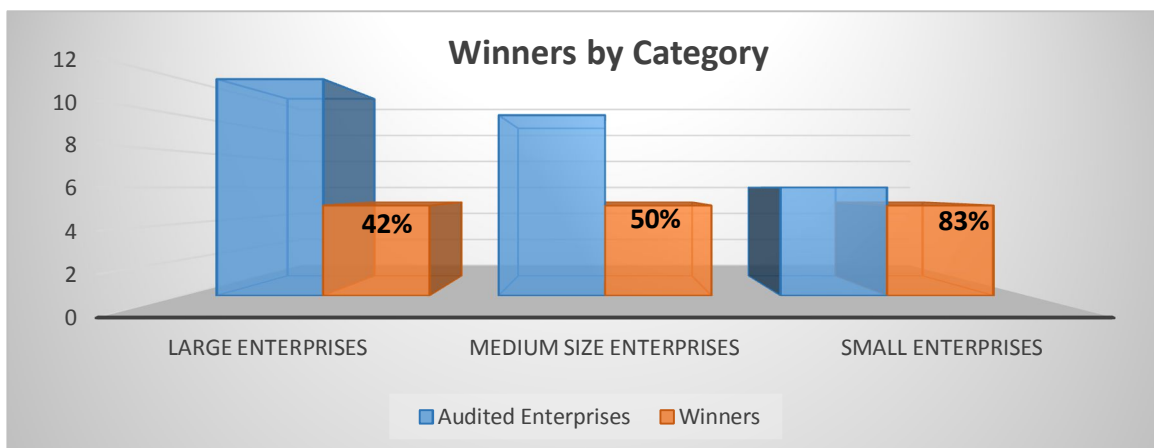


Figure 3: Répartition des lauréats par catégorie



3.2. Renforcement des capacités en matière de sécurité sanitaire des aliments

En termes de renforcement des capacités des acteurs, le programme a d'abord formé 225 personnes ressources en système de management de la sécurité des denrées alimentaires (SMSDA) ; après appel à candidature, un contrat a été attribué à l'Association Française de Normalisation (AFNOR) ; ainsi, l'AFNOR a organisé une formation de 105 personnes ressources en SMSDA. A la fin du processus, 100 personnes au total ont obtenu leur qualification, soit un taux de réussite de 95%. La figure 4 ci-dessous montre le taux de réussite par pays alors que la figure 5 montre le classement des pays par score obtenu (le score maximum est de 100). Dans tous les pays, 100% des participants qui ont assisté à la formation

qualifiante ont été qualifiés, sauf en Côte d'Ivoire (71%) et au Togo (57%). Il est à noter que le taux de réussite des femmes est de 100%.

Le score attendu par chaque participant pour être qualifié était de 50%. La moyenne des scores obtenus par les participants dans chaque pays a été déterminée. Les scores les plus élevés sont obtenus par les stagiaires du Ghana (75,9), de la Gambie (75,7) et de la Sierra Leone (74,3) et le plus bas sont enregistrés pour la Guinée-Bissau (53,6), le Togo (54,7) et le Bénin (61,4). Ces résultats montrent que le PSQAO a considérablement contribué au renforcement du capital humain dans la région en qualifiant 100 experts sur la norme ISO 22000. Dans chaque pays, des experts qualifiés ISO 22000 et reconnus au niveau international sont disponibles et prêts à soutenir les entreprises publiques et privées pour la mise en œuvre de système de gestion de la sécurité alimentaire et vers la certification.

Figure 4: Pourcentage d'experts qualifiés en Système de gestion de la sécurité des denrées alimentaires (FSMS) par pays

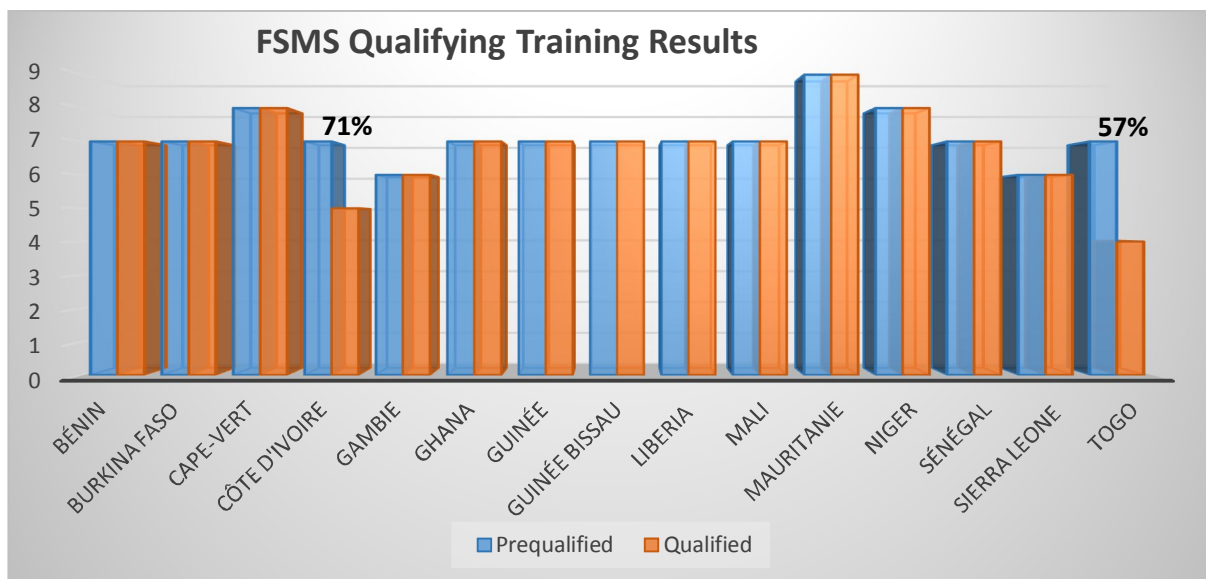
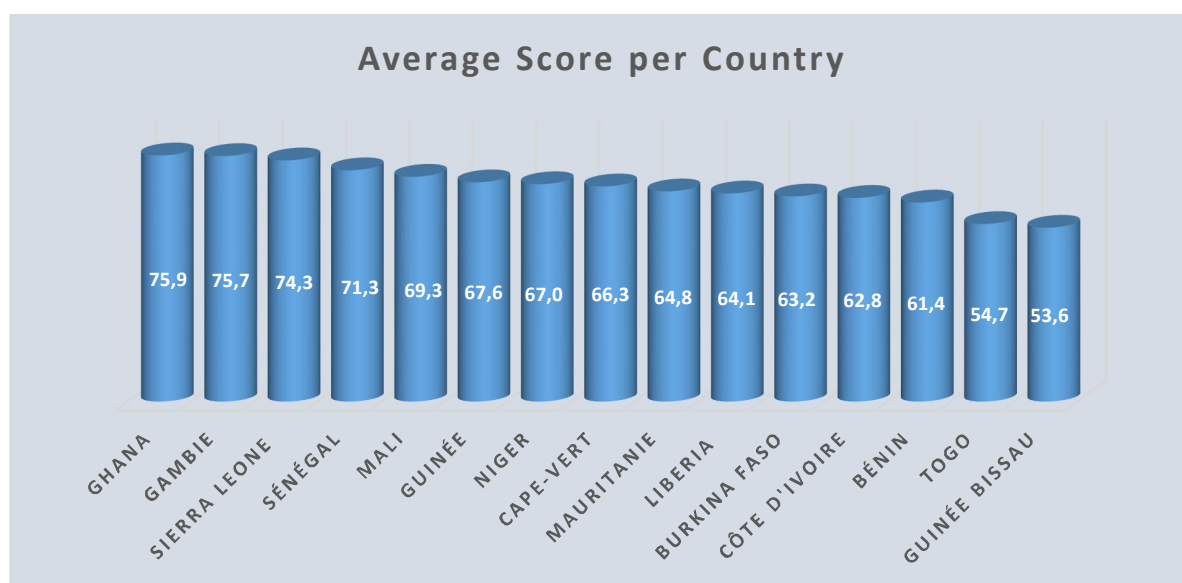


Figure 5: Classement par pays des moyennes des notes à la formation qualifiante



3.3. Base de données « qualité et industrie » de la CEDEAO

En coopération avec la Commission de la CEDEAO, le PSQAO a développé des outils (métadonnées et guide de remplissage) avec l'appui d'un consultant régional. Une session de revue des outils a été organisée à Cotonou en Avril 2017 en présence de l'expert et de représentants du PSQAO et de la Commission de la CEDEAO. Par ailleurs, un répertoire des OEC accrédités au niveau international en Afrique de l'Ouest a été élaboré. Ce document sera une référence pour les opérateurs économiques et les consommateurs en vue de s'informer sur les OEC performants dans la région.

En décembre 2016, dans le cadre du renforcement des capacités du réseau de la CEDEAO des journalistes, 16 journalistes venant des pays membres de la CEDEAO et la Mauritanie et les membres du réseau de la CEDEAO des journalistes ont été formés sur les questions de la Qualité et sensibilisés sur la mise en place de l'Infrastructure de Qualité de la CEDEAO.

C. Communication et visibilité

1. Développement et Mise en œuvre du plan de communication

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de communication du PSQAO, le 4^{ème} bulletin d'information a été publié et diffusé à la Commission CEDEAO et au niveau national. Ce bulletin a également été distribué aux membres du comité de pilotage du Programme NQIP au cours de leur dernière réunion. Le 5^{ème} bulletin est uniquement en version électronique et le 6^{ème} est prêt à être partagé avec les pays. Un guide sur le référentiel du Prix CEDEAO de la Qualité a été développé et partagée dans les pays. Par ailleurs, une couverture médiatique a été assurée pour tous les ateliers de validation des politiques nationales de la qualité ainsi que le lancement des Prix nationaux et CEDEAO de la Qualité dans les pays. Une édition spéciale du bulletin d'information portant sur le Prix CEDEAO de la Qualité a été réalisée et partagée avec les principales parties prenantes, notamment lors de la cérémonie de remise du prix CEDEAO de la Qualité. Le programme a également couvert les réunions ministérielles d'Abidjan (Avril 2017) et du Libéria (juin 2017) ainsi que toutes les réunions d'ECOSHAM organisées par le Programme. Le 30 Juin 2017, la couverture médiatique du Prix CEDEAO de la Qualité a permis de produire et de diffuser 4 émissions de télévision à travers les télévisions nationales et régionales.

2. Diffusion de matériel promotionnel

Le site web du programme est en ligne et met en évidence les principales réalisations du PSQAO tout en annonçant les activités à venir. Le pool d'experts en communication procède au recueil des éléments nécessaires pour alimenter le site Web. Un compte Facebook et un compte Twitter sont opérationnels ; ils sont gérés par l'expert en communication. Ces comptes sont utilisés pour partager les dernières nouvelles et photos sur les activités menées par le Programme. Un groupe WhatsApp pour le PSQAO a été créé ; il est utilisé quotidiennement pour partager des informations avec les parties prenantes et les bénéficiaires sur la qualité et la mise en œuvre du programme. Pour la promotion du prix CEDEAO de la Qualité, plus de 2000 documents promotionnels (y compris des dépliants, des ROLL UP, T-shirts, des bulletins imprimés, gadgets, etc.) ont été produits et partagés tant au niveau national qu'au niveau régional.

D. Principales réalisations du programme

La figure 6 indique le niveau d'exécution physique du programme. En d'autres termes, il s'agit d'une évaluation des progrès réalisés à ce stade selon les indicateurs du programme. La mise en place du cadre juridique de l'Infrastructure Qualité au niveau national et régional, qui s'est concrétisé par l'adoption officielle des textes des structures de la qualité et des projets de Politiques Nationales de la Qualité, permettra de s'assurer que toutes les mesures prises par le programme seront effectués conformément à ECOQUAL. Cela explique le taux élevé de mise en œuvre sur ce premier objectif spécifique (93%). Le taux enregistré au niveau de l'objectif spécifique 2 est de (83%) en raison d'une accélération de la mise en œuvre d'ECOSHAM (5 réunions menées en 2017 contre 3 en 2016), ce qui conduit à un total de 14 réunions organisées pour l'élaboration et l'adoption des normes de la CEDEAO. Le taux de mise en œuvre concernant le soutien aux OEC a augmenté de 18% à 48% en raison des actions menées dans le cadre de cet objectif spécifique depuis la dernière réunion du comité de pilotage. En plus du soutien croissant aux organismes d'évaluation de la conformité, les textes établissant le système régional d'accréditation, le système régional de certification et le système régional de métrologie ont été adoptés par les ministres des Etats membres de la CEDEAO et le Conseil des ministres de la CEDEAO.

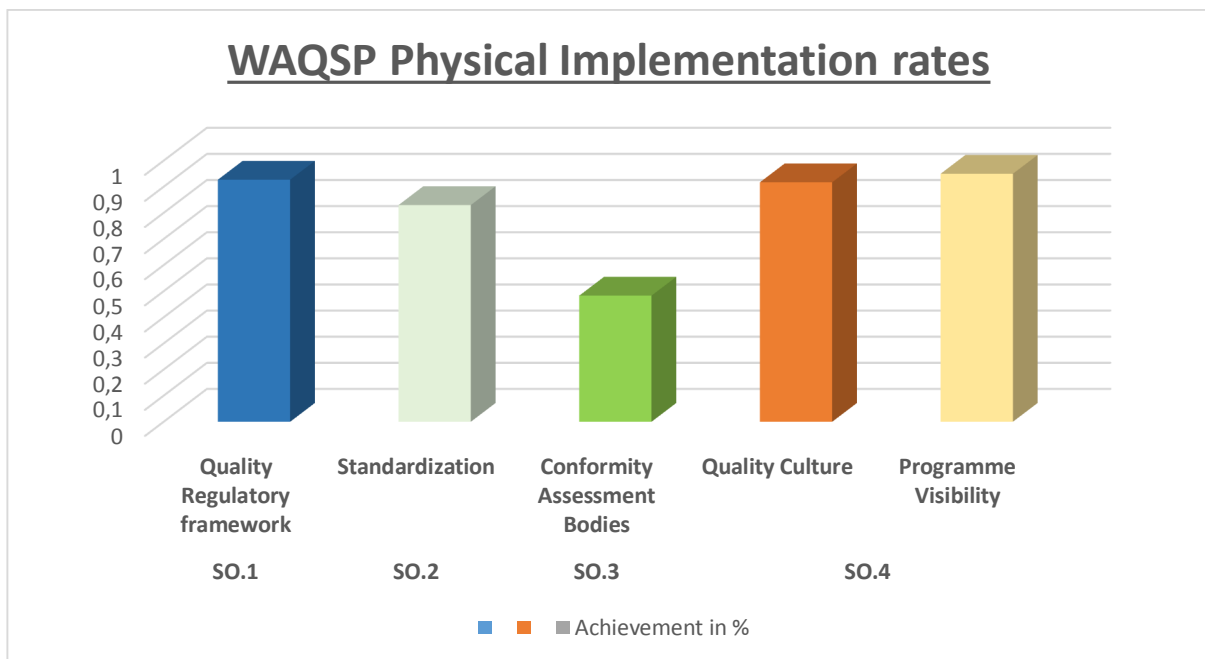
Dans le domaine de la culture de la qualité, le taux d'exécution (92%) a été rendue possible grâce aux actions de certification des personnes sur l'ISO 22000, l'organisation des Prix Nationaux de la Qualité dans les pays et l'organisation du Prix CEDEAO de la Qualité. De plus, le site Web et les médias sociaux du PSQAO sont en ligne et régulièrement mis à jour pour informer les partenaires et les parties prenantes sur la mise en œuvre du programme.

La mise en œuvre de la stratégie de communication est en plein essor et toutes les réunions et formations dans les pays et la région sont couverts par la radio, la télévision et des journaux ; le taux d'exécution est ainsi de 95%.

Il ressort de ce qui précède que le taux d'exécution physique global de la phase 1 s'établit à 82%. Au total, la cible relative au développement des Politiques Nationales de la Qualité est atteinte, tous les textes juridiques pour la mise en place de l'Infrastructure régionale de la Qualité sont adoptés ; la mise en œuvre d'ECOSHAM a été accélérée et le soutien aux OEC est en cours dans tous les domaines ciblés par le programme. De même, les cérémonies nationales de Prix Qualité ont été organisées dans 14 pays, la cérémonie de remise du Prix CEDEAO de la Qualité a été organisée et 15 trophées ont été attribués, et de nombreuses

actions concernant le plan de communication ont permis de couvrir tous les événements mentionnés ci-dessus. Cependant, quelques activités (estimées à 18%) doivent être finalisés au cours du mois d’Août ou au cours de quelques mois supplémentaires (si une période d’exécution supplémentaire de quelques mois est accordée).

Figure 6: Taux de mise en œuvre physique par objectif spécifique



Le tableau 1 ci-dessous montre les progrès en termes de mise en œuvre, car il permet la comparaison entre les indicateurs initiaux et les indicateurs obtenus à ce jour. Ce tableau montre également le taux d'exécution technique ou taux de réalisation des résultats en tenant compte du programme pondéré en volume financier de chaque résultat dans le budget total alloué aux activités techniques et de visibilité.

Tableau 1: état de la mise en œuvre par résultat (À la fin-Juillet 2017)

LES SORTIES	RESULTATS A OBTENIR	RESULTATS OBTENU (S)	% De l'exécution
Objectif spécifique 1. Les acteurs concernés dans les pays couverts par le programme utilisent l'infrastructure régionale de qualité et un cadre juridique harmonisé			93%
Résultat 1.1.	Les politiques nationales de la qualité sont conformes à la politique régionale de qualité et mises en œuvre		93%
	Une politique nationale de qualité est développée / mise à jour dans au moins 10 pays couverts par le programme.	Les politiques nationales de qualité mises au point ou mises à jour et harmonisées avec ECOQUAL dans 16 pays. Elles sont officiellement adoptées au Burkina Faso, le Cap-Vert, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal.	
	Les règles de passation des marchés publics sont mises à jour pour intégrer les exigences de qualité dans au moins 8 pays.	Non applicable à la phase actuelle du programme (phase 2)	
Objectif spécifique 2. Le secteur privé a accès à des normes harmonisées et stratégiquement prioritaires pour le commerce régional et international facilité			83%
résultat 2.1	Le système régional de normalisation est opérationnel et prêt à émettre des normes		42%
	Structure régionale chargée de l'harmonisation des normes désignées ou établies par la Commission de la CEDEAO tenant compte du genre;	Le texte juridique général pour son établissement est officiellement adopté par la Ministres des États membres de la CEDEAO chargés de la qualité et du Conseil des Ministres de la CEDEAO. Le Conseil des Ministres de la CEDEAO a autorisé la mise en place de l'Agence de la CEDEAO pour la qualité (ECOQUAL) en charge du secrétariat d'ECOSHAM	
	Au moins 5 comités techniques de normalisation régionaux impliquant les acteurs économiques des femmes sont mis en place (secteurs prioritaires) et sont opérationnels.	5 comités techniques d'harmonisation identifiés (THC1, THC2, THC3, THC4 et THC5) et le THC 6 est établi avec le soutien du Programme. 5 secrétariats de THC sont entièrement équipés pour exercer leurs fonctions	
	Au moins 5 normes harmonisées en moyenne vendues par pays	La note conceptuelle de la base de données régionale sur les normes est disponible. Les outils pour mettre en place la base de données de la CEDEAO, les normes spécifiquement sont disponibles (métadonnées et le guide de remplissage). Une liste complète des normes est disponible et un catalogue de normes est en cours de finalisation	
résultat 2.2	Les normes régionales sont adoptées pour les produits prioritaires dans la région		98%
	Au moins 50 normes régionales sur les produits prioritaires adoptées et homologuées	41 normes de la CEDEAO adoptées. 12 normes CEDEAO recommandées pour adoption en Avril 2016 et 28	

LES SORTIES	RESULTATS A OBTENIR	RESULTATS OBTENU (S)	% De l'exécution
résultat 2.3		normes recommandées pour adoption en Juillet 2017. Un total de 64 normes régionales développées. 41 projets de normes présentées et discutées par le THC 2 et le THC 5 en Avril 2016. 10 normes CEDEAO et 7 Normes ISO examinées par le THC 4 et 6 ; 49 projets de normes électrotechniques examinées et traitées par le THC 5 et 6 normes CEDEAO sur les produits chimiques examinés par le THC 3 en 2016. 14 projets de normes examinés par le THC 2 ; des commentaires d'enquête publique sur 39 projets de normes CEDEAO examinés par les THC 1, 3 et 5 en 2017.	
	Les capacités des centres de documentation des organismes nationaux de normalisation sont renforcées		24%
	Les centres de documentation nationaux utilisent et mettent à jour la base de données régionale sur les normes	Une note conceptuelle, un guide de remplissage et un document de métadonnées pour la base de données régionale sont disponibles. Une liste complète des normes régionales est disponible et un catalogue est en cours de préparation.	
	Au moins 30 personnes par pays sont sensibilisées à et informées sur les normes harmonisées	Non applicable à la phase actuelle	
Objectif spécifique 3. Les secteurs privé et public ont accès à un réseau de services d'évaluation de la conformité accrédités et concurrentiels fournis dans la région			48%
résultat 3.1	Le système régional d'accréditation est mis en place et renforcé pour répondre aux besoins des services d'accréditation / évaluation de la conformité dans la région		38%
	Le secrétariat du système régional d'accréditation est opérationnel et a adopté une gestion des ressources humaines équilibrée (question du genre prise en compte)	Adoption des textes juridiques pour la mise en place du système d'accréditation régional de la CEDEAO par les Ministres en charge de la qualité des Etats membres de la CEDEAO et par le Conseil des Ministres de la CEDEAO Signature d'un accord de coopération entre la SOAC et le TUNAC	
	Les besoins de la région sont couverts à 100% (la géographie et la langue).	Les besoins de la région sont identifiés et un plan d'action est élaboré.	
	Au moins 1 des organismes d'accréditation du système d'accréditation régional (Afrique de l'Ouest) est reconnu en tant que membre affilié par l'ILAC.	NINAS et SOAC ont démarré leur enregistrement au niveau de l'AFRAC	

LES SORTIES	RESULTATS A OBTENIR	RESULTATS OBTENU (S)	% De l'exécution
résultat 3.2	Les dossiers de demande d'accréditation pour au moins 10 organismes d'évaluation de la conformité (OEC) sont évalués par des comités d'accréditation des organismes d'accréditation dans la région	Données recueillies auprès des 140 OEC qui ont soumis leurs demandes. 30 OEC sélectionnés pour être pris en charge par le PSQAO vers l'accréditation. La planification de l'évaluation des OEC par les organismes d'accréditation de la région est en cours de préparation, y compris la formation des évaluateurs d'accréditation	
	Un réseau de services d'évaluation de la conformité accrédités est établi et renforcée afin de fournir la gamme complète des services requis dans la région		52%
	Au moins 20 nouveaux OEC sont accrédités dans la région au cours du programme	30 OEC pris en charge vers l'accréditation par le programme. Méthodologie et outils pour aider OEC vers accréditation disponible.	
	Au moins 100 membres du personnel technique des laboratoires sont formés dans la région, dont 50 femmes;	17 experts formés sur la norme ISO CEI 17065. 17 experts formés sur la norme ISO CEI 17020. 22 techniciens formés sur la fonction métrologie dans les laboratoires d'essais. 5 techniciens du secteur des matériaux de construction formés en métrologie	
	Une moyenne de 2 laboratoires (non encore accrédités) dans chaque pays ont participé à des comparaisons inter-laboratoires; Au moins 1 Organisateur d'essais d'aptitude est opérationnel au niveau national ou régional pour desservir la région.	Zones pour les laboratoires de tests inter-comparaison sont identifiés. Les termes de référence d'une stratégie pour les laboratoires régionaux des tests d'aptitude sont disponibles.	
résultat 3.3	Un système de certification régional et une « marque de certification - produit de la CEDEAO » sont établis, promus et utilisés		85%
	Le schéma régional de certification des produits est adopté par la CEDEAO.	Adoption des textes juridiques pour la mise en place du système de certification régional de la CEDEAO par Ministres en charge de la qualité des Etats membres de la CEDEAO et par le Conseil des Ministres de la CEDEAO.	
	La marque CEDEAO de certification des produits est créée et protégée à l'OMPI Au moins 5 organismes nationaux de certification des produits offrent la certification des produits « de la marque CEDEAO de la Qualité »	Une note conceptuelle pour un concours en vue de proposer le logo de la marque de la CEDEAO est établie. 4 organismes de certification sont pris en charge pour l'accréditation en fonction des champs identifiés comme importants pour la région.	
résultat 3.4	Le système de métrologie / d'étalonnage régional est mis en place et opérationnel pour fournir des services d'étalonnage aux laboratoires et aux entreprises avec une traçabilité au système international de mesure (SI)		70%
	Le secrétariat du système régional de métrologie est	Adoption des textes juridiques pour la mise en place du système régional de	

LES SORTIES	RESULTATS A OBTENIR	RESULTATS OBTENU (S)	% De l'exécution
	opérationnel et a adopté une gestion des ressources humaines équilibré entre les sexes	métrologie de la CEDEAO par les Ministres en charge de la qualité des Etats membres de la CEDEAO et du Conseil des Ministres de la CEDEAO	
	Les besoins prioritaires de la région sont couverts pour la masse, température, pression et volume.	Les besoins prioritaires de la région sont identifiés.	
	Au moins un laboratoire de métrologie supplémentaire est accrédité pour chacune des dimensions suivantes: masse, volume, température et de pression.	6 structures d'étalonnage seront prises en charge pour l'accréditation selon 10 portées pour desservir la région en coordination avec le programme PTB et la CEDEAO.	
	Au moins 40 techniciens formés pour des quantités de métrologie clés dans la région, suite à une sélection équilibrée des deux sexes	22 techniciens de laboratoires d'essais formés sur la fonction « métrologie » dans les laboratoires	
Objectif spécifique 4. Une culture de la qualité est ancrée chez les opérateurs du secteur privé			92%
résultat 4.2	La formation des formateurs sur des thèmes structurés sur la qualité principalement en coordination avec les associations industrielles et les associations commerciales – les formateurs sont capables de former des consultants, auditeurs et dirigeants pour les systèmes de gestion d'entreprise		76%
	Une moyenne de 20 formateurs (hommes et femmes) par pays formés et qualifiés dans certains domaines de la qualité (ISO 22000, ISO 14001 et ISO 9001) parmi les candidats des secteurs public et privé et de l'éducation.	225 personnes ressources formées dans la région ISO 22000. 105 experts pré-qualifiés pris en charge pour une formation qualifiante sur ISO 22000, 100 experts qualifiés sur ISO 22000 dans la région.	
résultat 4.3	Les acteurs régionaux et nationaux pertinents dans le domaine de la qualité sont informés sur les principes de la qualité; ils ont accès aux à l'infrastructure qualité et sont motivés pour la mise en œuvre et l'amélioration des objectifs de qualité		98%
	Des textes de genre neutre (dépliants sur les normes, lignes directrices, brochures, etc.) relatives à la normalisation et à la qualité sont disponibles auprès des ONN et des chambres de commerce et d'industrie (CCI) et sont promus et distribués, y compris une brochure sur l'impact du genre sur le développement des normes	Des brochures neutres sur le genre ont été publiées pour la présentation du PSQAO, des prix Qualité de la CEDEAO et la participation du PSQAO lors de la réunion de l'Assemblée générale de l'ORAN à Ouagadougou	
	Au moins 75 dirigeants de sociétés, dont 25 femmes, sensibilisés à la mise en œuvre de normes courantes (ISO 9001, ISO 14001 - environnement, ISO	225 personnes ressources dont 73 femmes formées sur ISO 22000 et 105 experts, dont 40 femmes qualifiés sur la norme ISO 22000. 100% des femmes	

LES SORTIES	RESULTATS A OBTENIR	RESULTATS OBTENU (S)	% De l'exécution
	22000 - sécurité alimentaire, GLOBALGAP, ISO 50001 - gestion de l'énergie, etc.)	présentées à la formation qualifiante ont obtenu leur qualification.	
	16 Journées nationales de la qualité organisées dans le but spécifique d'atteindre les femmes comme public-cible	15 lancements nationaux du PSQAO; 7 événements nationaux de promotion de qualité organisés dans les pays. Des événements promotionnels organisés dans chaque pays pour lancer les Prix Qualité de la CEDEAO et 16 pour soutenir et lancer et organiser les Prix nationaux de qualité dans les pays.	
	Le Prix Qualité de la CEDEAO est organisé au moins une fois et comprend un prix spécial pour les femmes entrepreneurs.	Le Prix de la qualité de la CEDEAO est organisé; Le Prix UEMOA de la Qualité est organisé; L'un des critères requis pour le Prix CEDEAO de la Qualité prend en compte la dimension genre. Un trophée spécial pour les femmes entrepreneurs a été décerné à CLINA-LANCET LABORATORIES (société nigériane)	
	La participation des entreprises de tous les pays au Prix CEDEAO de la Qualité est assurée	Adoption du référentiel des critères régionaux de qualité. 17 gestionnaires de secrétariat, 20 auditeurs et superviseurs des Prix nationaux / régionaux de qualité sensibilisés et formés au niveau régional. Le guide pour l'organisation des Prix nationaux de qualité et le guide du secrétariat des prix de qualité sont disponibles dans chaque pays.	

Résultat 4.4.	Une organisation cohérente et un système d'information bilingue régional basé sur Internet e sur les services fournis par l'infrastructure de qualité est établie et utilisée		65%
	Le système bilingue d'information régionale basé sur Internet est connu, mis à jour, facile à utiliser et utile	La note conceptuelle pour la base de données régionale de la CEDEAO est disponible. Un fichier de métadonnées et un guide de remplissage sont développés.	
Communication et visibilité			95%
	Un plan de communication, prenant en considération l'audience féminine, est adopté et mis en œuvre, conformément aux critères de communication et de visibilité des partenaires (CEDEAO, l'UE et l'ONUDI)	La stratégie de communication du programme est élaborée et finalisée avec l'accord de la CEDEAO et l'UE. Le quatrième bulletin est distribué dans les pays ; les outils de communication spécifiques pour le Prix CEDEAO de la Qualité ont été mis au point (tracts, édition spéciale du bulletin PSQAO, goodies, etc.)	
	Au moins 2 articles publiés par pays et par an;	Au moins 1 article publié par réunion et atelier de formation effectués au niveau national, y compris le lancement du programme, le séminaire national de sensibilisation pour les journalistes, les réunions de développement et de validation de la PNQ, la formation nationale en système de gestion de la sécurité alimentaire et le lancement du des Prix national et CEDEAO de la Qualité.	
	Au moins 2 reportages télévision sur le PSQAO diffusés par pays et par an;	Les télévisions nationales et privées couvrent toutes les formations nationales et des réunions dans les pays et produisent des émissions de télévision.	
	Au moins trois bulletins d'information sur le programme diffusés par an;	Cinq lettres d'information sont élaborées et partagées avec tous les parties prenantes et les pays, la sixième est prêt à être partagée et un bulletin d'information spécial sur les Prix Nationaux et CEDEAO de la Qualité a été produit et partagé avec les acteurs nationaux et régionaux	
	Un site sur le programme est opérationnel	Le site Web du programme est opérationnel. Les dernières informations sur les activités de PSQAO sont affichées sur les pages des médias sociaux du programme tels que Facebook et Twitter. L'application WhatsApp est également utilisée pour partager des informations directement avec les parties prenantes via les téléphones bénéficiaires.	
Taux d'exécution technique global du programme			82%

II. Partenariat et suivi

A. *Partenariat et Synergies*

Le Programme OTC ACP-UE a régulièrement collaboré avec le PSQAO. Le PSQAO a aidé à identifier les besoins spécifiques d'assistance dans les pays, qui ne sont pas prévus dans le plan d'action initial du programme. Le programme OTC a donc souvent agi de manière complémentaire aux activités du PSQAO ; il a également permis de déclencher rapidement des actions en réponse aux besoins de formation spécifiques liés à la qualité dans les pays. En outre, cette coopération a conduit à mener des activités conjointes. Par exemple, les deux programmes ont mené ensemble une formation régionale en métrologie pour les techniciens de laboratoires qui a eu lieu les 17 et 18 Octobre 2016 Cotonou (Bénin). Cette activité, à coûts partagés, a permis d'augmenter le nombre de bénéficiaires, avec par conséquent un impact plus élevé.

Comme il est indiqué dans les précédents rapports, le PSQAO organise régulièrement des réunions avec le programme NQIP au Nigeria dans le cadre de la mise en œuvre des deux projets. Ainsi, le PSQAO a rencontré le NQIP en fin Octobre 2016 pour discuter des plans de mise en œuvre des deux programmes en vue d'harmoniser les actions, d'améliorer l'impact des activités et d'éviter le chevauchement des activités, en particulier en ce qui concerne le Nigeria. Le PSQAO a également participé à la réunion du Comité de pilotage du NQIP tenue le 09 Novembre 2016 pour prendre note des progrès accomplis à ce jour, tenir compte des commentaires des intervenants et s'informer sur l'importance des résultats du NQIP pour le programme régional.

L'appui aux laboratoires d'étalonnage sélectionnés par le PSQAO est mis en œuvre en coopération avec le Programme Métrologie PTB de la CEDEAO. Le PSQAO est régulièrement invité aux comités de pilotage de ce programme. De même, le programme PTB participe régulièrement aux principales réunions organisées par le PSQAO. Dans le domaine de l'accréditation, les deux programmes ont décidé de coopérer pour soutenir le fonctionnement de l'organisme d'accréditation du Ghana.

La sélection des organismes d'inspection à appuyer pour la mise en œuvre d'un système de management de la qualité a été faite en collaboration avec l'Organisation Ouest Africaine de

Santé (OOAS). L'OOAS a participé à l'atelier sur la qualité organisée pour les organismes d'inspection pharmaceutique (Ouagadougou, Juillet 2016).

Le programme GIZ de la CEDEAO a organisé une mission d'information à la CTCR à Abuja pour préparer une étude pour le renforcement des capacités de formation de la CEDEAO dans le domaine de la qualité (septembre 2016). Le PSQAO a partagé son expérience et les résultats obtenus jusqu'à présent dans ce domaine; le PSQAO a souhaité que l'étude tienne compte du Schéma de l'Infrastructure Régionale de la Qualité. Le Conseiller Technique Principal du PSQAO a assisté à la réunion de débriefing avec le commissaire du département IPSP sur la présentation des résultats de cette étude et a partagé ses amendements sur le rapport. Le rapport a été présenté au cours de la 2^{ème} session du Comité de pilotage élargi du PSQAO à Cotonou (Bénin) en Septembre 2017.

Dans le domaine de la réglementation, le PSQAO a assisté à l'atelier régional organisé par le programme sanitaire et phytosanitaire (SPS) de la CEDEAO-USAID. Les deux programmes ont décidé de coopérer pour la proposition d'un mécanisme d'harmonisation des réglementations techniques dans la région dans le cadre du fonctionnement du comité communautaire de la réglementation technique.

Le PSQAO a travaillé avec le programme TRAQUE au Ghana, en particulier dans le domaine de la validation technique de la politique nationale de la qualité. La politique a été adoptée sur le plan technique en Juillet 2017 à Accra. Le PSQAO tiendra également compte des résultats obtenus par ce programme dans le domaine du renforcement des capacités des évaluateurs d'accréditation pour développer ses programmes de formation.

Le PSQAO travaille avec le Programme ONUDI pour le Partenariat Pays (PCP) au Sénégal pour la rédaction d'une politique sectorielle de la qualité dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments qui prend en compte la Politique Nationale de Qualité. Le projet final du document a été publié en août 2016 et attend l'adoption officielle par le Gouvernement.

Le PSQAO a bénéficié du soutien de la FCCIAO pour la conception des critères du Prix CEDEAO de la Qualité et des Prix Nationaux de la Qualité ainsi que pour la promotion des prix au niveau national. Le PSQAO a assisté la FCCIAO dans l'organisation de leur Assemblée Générale à Lomé en avril 2017. C'était l'occasion de présenter aux membres de l'Assemblée les résultats obtenus jusqu'ici par le PSQAO. La FCCIAO est membre du comité de pilotage du PSQAO.

Suite à l'invitation du Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural du Nigeria, le PSQAO a été représenté par l'expert en suivi et évaluation et le Directeur de la CEDEAO chargé de l'Industrie ; ils ont assisté à une réunion (*SOP for Zero Reject Methodology, the Zero Reject Committee 5-Year Action Plan for Public Sector implementation, the Single Window Platform & Trade facilitation by customs and the National*) de validation d'un plan d'actions lié à l'Infrastructure de Qualité pour le Nigeria.

B. Suivi du projet et évaluation

1. Évaluation de l'UE à mi-parcours

Au cours de la dernière réunion du comité de pilotage de PSQAO, la DUE à Abuja a informé que l'UE allait procéder à une évaluation à mi-parcours du PSQAO. Initialement prévue pour le premier trimestre, l'évaluation aura lieu en Août 2017. En plus de visiter le Nigeria (Abuja) où le PSQAO est hébergé, du 14 au 18 Août 2017, les évaluateurs visiteront le Libéria et le Sénégal du 21 au 26 Août 2017.

Une liste de contacts pour les pays ciblés a été envoyée à l'UE et les experts du projet ont été mis à disposition pour soutenir toute demande émanant des évaluateurs de l'UE.

2. Missions ONUDI dans la région

De Septembre 2016 à Juillet 2017, le chef de projet PSQAO a entrepris 7 missions de suivi dans la région et a visité 5 pays: Bénin (Octobre 2016), le Nigeria (novembre 2016, Janvier 2017), Mali (Février 2017), Côte d'Ivoire (avril, juin 2017) et au Burkina Faso (juin 2017).

Chaque mission de suivi a consisté à rencontrer les principales parties prenantes à la CEDEAO et au niveau national (ministères, délégations de l'UE et du secteur privé organisé), les unités de coordination, ainsi que les bénéficiaires concernés comme les ONN ou laboratoires. Au Nigeria, les missions ont permis de s'appesantir sur la planification stratégique des activités en liaison avec la Commission de la CEDEAO et l'équipe de coordination régionale ; de même, le suivi des activités de la CTCR ainsi que le renforcement du travail en équipe ont été développés au cours des missions à Abuja.

En Février, le Directeur du commerce, de l'investissement et de l'innovation de l'ONUDI, M. Bernardo CALZADILLA-SARMIENTO s'est également rendu au Nigeria (Février 2017). Il a

rencontré l'équipe de coordination régionale et les principales parties prenantes dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de PSQAO; il a ainsi pu identifier les principaux challenges et proposer des solutions. Il a également rencontré l'équipe de coordination du Programme NQIP financé par l'UE à Abuja ; il s'est assuré que des actions seront menées pour renforcer surveiller la coopération entre les deux programmes qui sont gérés par le même département à l'ONUDI.

Le Conseiller Technique Principal (CTP) du PSQAO et les représentants de la CEDEAO, à savoir le Commissaire de la CEDEAO chargé de l'Industrie et du secteur privé et le Directeur de l'industrie à la Commission de la CEDEAO, ont assisté à une réunion du programme SPS (financé par l'USAID) à Dakar (mai 2017). Ce fut l'occasion de présenter l'état de mise en œuvre du programme et discuter des synergies et coopération possibles entre les deux programmes.

Au Libéria, la Commission de la CEDEAO a organisé le Conseil des Ministres du 28 au 2 mai Juin 2017. Le Conseil a adopté deux résolutions présentées par le Département en charge de l'industrie ainsi que les textes juridiques pour la mise en place de l'infrastructure de la qualité de la CEDEAO. Le CTP et l'expert en communication du PSQAO ont assisté aux réunions ; cela a été une occasion pour promouvoir le programme et soutenir l'adoption des textes juridiques. Ils ont rencontré des représentants de la DUE, le ministre de l'Industrie du Libéria certains fonctionnaires ainsi que des structures nationales telles que l'organisme national de développement agricole du Libéria (CNFA LADA) financé par l'USAID. Le comité national de suivi du PSQAO a également été rencontré ; les échanges ont permis de discuter sur la mise en œuvre du PSQAO au Liberia, notamment l'appui à la mise en œuvre de la politique nationale de qualité.

Comme mentionné ci-dessus, la CTP faisait partie de la mission menée en Tunisie du 10 au 14 Juillet 2017. Au cours de ladite mission, il a visité plusieurs démembrements de l'infrastructure qualité tunisienne ; les synergies possibles avec le PSQAO ont été identifiées, particulièrement les possibilités de coopération. Il a également assisté à la signature d'un accord de coopération entre le SOAC et le TUNAC.

III. L'intégration du genre

Le programme PSQAO a identifié plusieurs activités visant à améliorer les conditions des femmes et leur participation au processus de développement de la région. A travers l'intégration du genre dans le cadre du PSQAO, l'ONUDI a atteint plusieurs résultats en soutenant la participation des acteurs féminins aux activités d'harmonisation des normes régionales et aux formations techniques.

La figure 7 montre le pourcentage de participation des femmes aux activités d'harmonisation des normes. En effet, la moyenne des femmes enregistrées lors des activités d'harmonisation des normes, s'établit à 27%. La figure 7 montre également qu'il n'y a pas de tendance réelle, les femmes sont plus ou moins impliquées et le pourcentage reste faible, ce qui signifie que davantage d'efforts doivent être faits dans ce domaine pour impliquer un grand nombre de femmes. Par contre, un regard sur la mise en œuvre d'autres activités techniques (métrologie, ISO CEI 17065, ISO CEI 17020, ISO 9001 et ISO 22000) montrent une tendance positive, ce qui signifie que les femmes sont de plus en plus impliquées dans les activités régionales (Figure 8).

En plus de cela, dans le cadre du Prix CEDEAO de la Qualité, la prise en compte de l'aspect genre montre que 40% des auditeurs régionaux et 30% des responsables d'entreprises représentées étaient des femmes.

Les résultats obtenus dans le système de gestion de la sécurité sanitaire des aliments (ISO 22000) à travers la prise en compte de la dimension genre appellent les éclairages ci-après. Afin de qualifier les 7 meilleurs de chaque pays, le PSQAO a mené une première formation pour 225 personnes-ressources dans la région (à l'exception du Nigeria). Sur 105 présentés à l'épreuve de qualification, 100 ont été qualifiés comme mentionné ci-dessus. Compte tenu de la dimension du genre au niveau national (Figure 9), les meilleurs sont la Sierra Leone (83%), Côte d'Ivoire (80%) et Cabo Verde (75%) tandis que le Niger (14%), la Mauritanie (14%) et Guinée (0%) ont besoin d'améliorer fortement la participation des femmes aux activités du programme. Une approche régionale de genre (Figure 10) montre qu'au test de sélection, il y avait 31% des femmes (73 au total), 35% (37) à l'épreuve de qualification et de 36% (37) d'experts qualifiées à la fin de le processus. Cela signifie que 51% des candidates sont qualifiées dans la région contre 39% pour les candidats de sexe masculin. Le résultat considérable est que

100% des femmes présentées lors de la qualification ISO 22000 sont maintenant qualifiés contre 92% pour les hommes.

Ces résultats signifient que l'implication des acteurs féminins conduit, non seulement à une meilleure équité entre les femmes et les hommes, mais aussi à de meilleurs résultats dans la mise en œuvre de projets, en particulier dans le domaine de la qualité. La leçon apprise est que la participation de plus de femmes dans les activités techniques contribuera de manière significative au renforcement des capacités humaines et le développement économique dans la région de la CEDEAO.

Figure 7: Le genre dans les activités d'harmonisation des normes

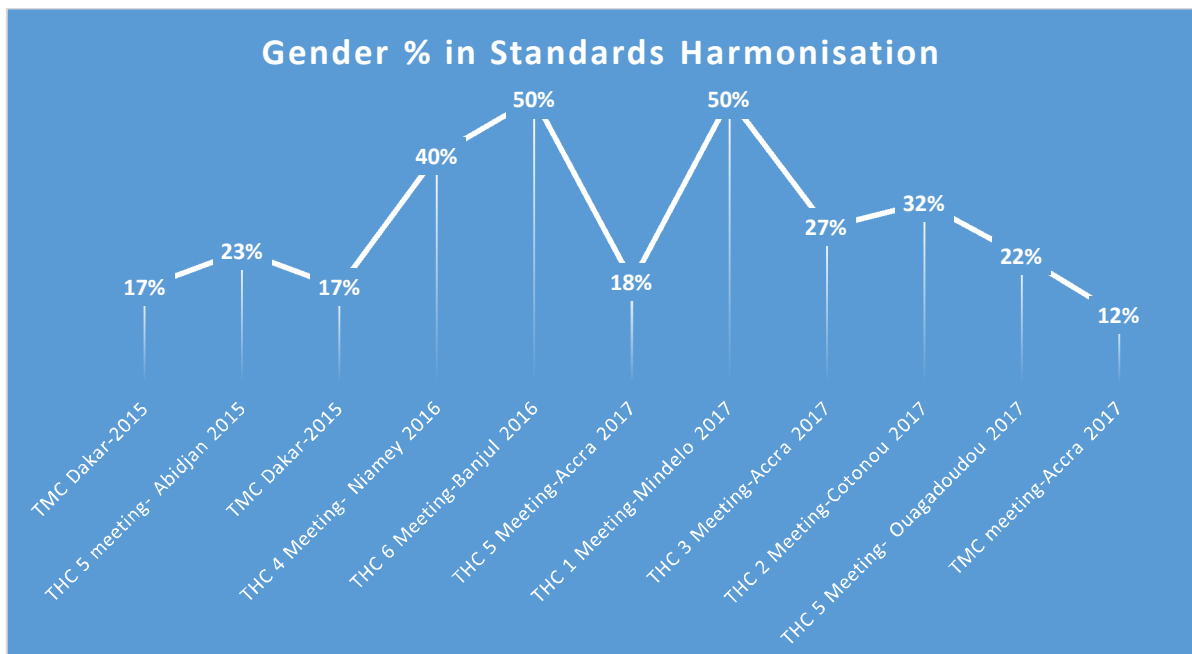


Figure 8: L'intégration du genre dans les formations techniques

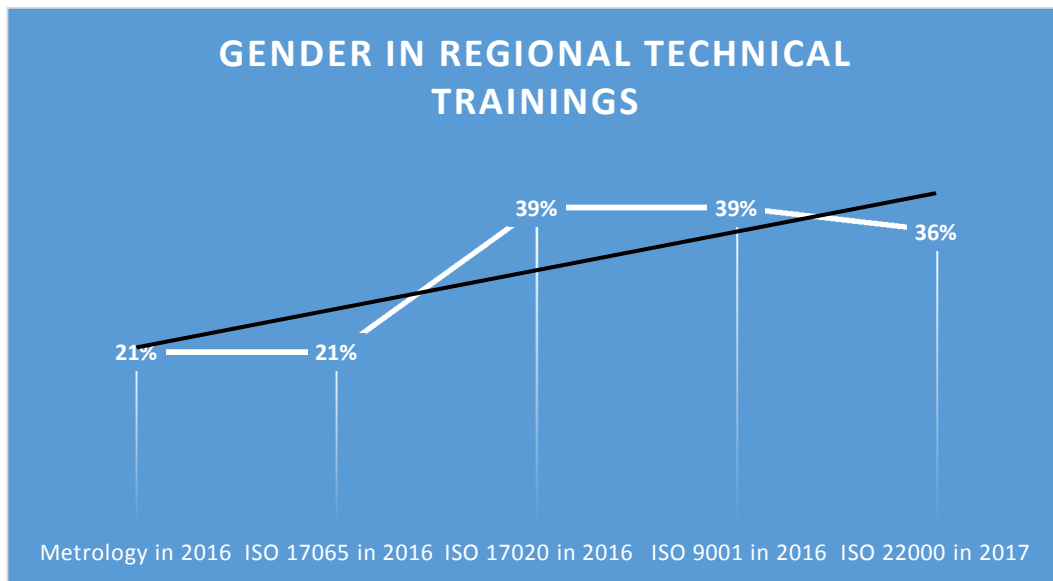


Figure 9: Répartition des Experts de sexe féminin qualifiés ISO 22000

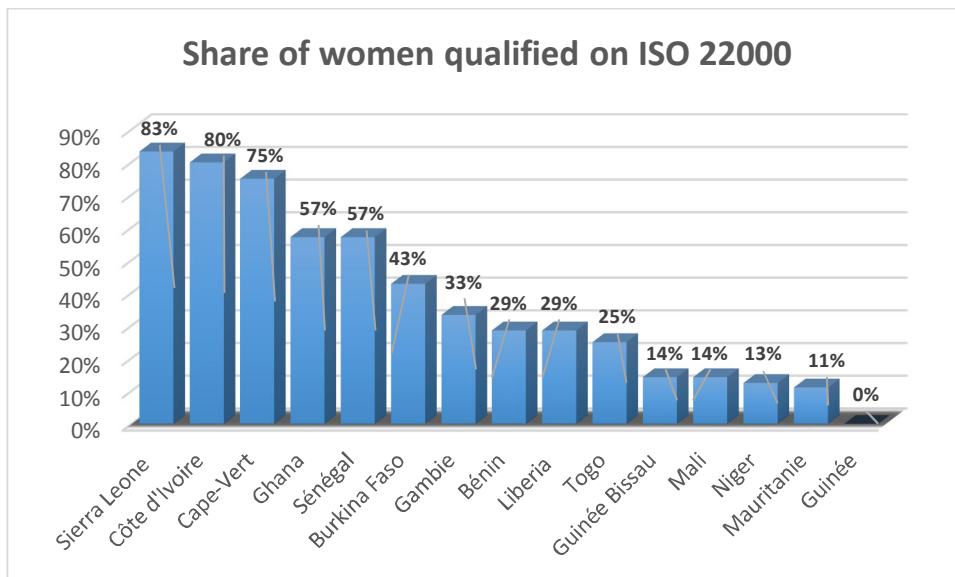
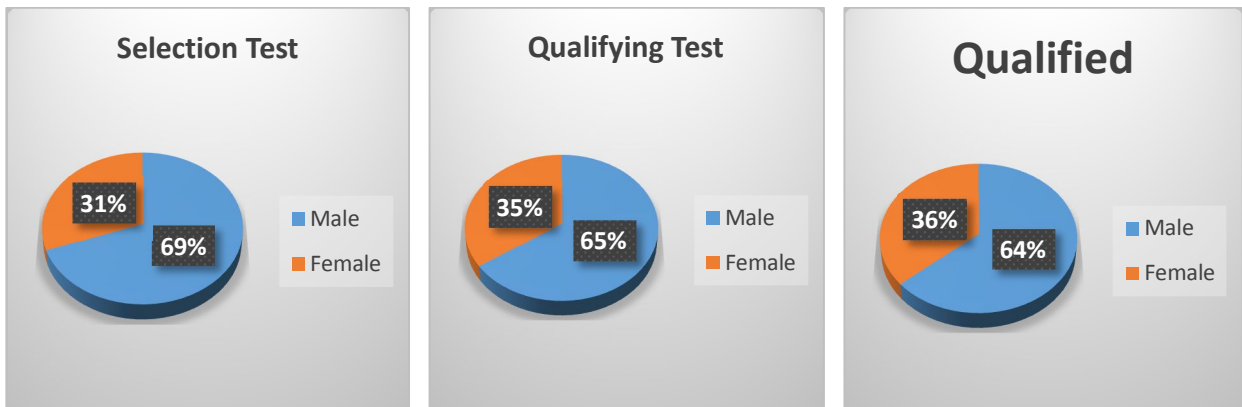


Figure 10: succès de l'intégration genre dans les formations qualifiantes ISO 22000



IV Rapport financier

Le budget global des activités est de 6 548 049 euros (y compris les coûts indirects).

Le 23 Septembre 2014, l'ONUDI a reçu un premier préfinancement de 2 314 391 euros correspondant à 90% du budget pour la première année. La deuxième tranche, pour un montant total de 2 131 736 euros, a été reçue en Mars 2016, portant le versement total reçu à 4 446 127 euros, ce qui correspond à 68% du budget global des activités.

En Mars 2017, le PSQAO a reçu la troisième tranche pour un total de 1 912 558 euros, conduisant à un montant total reçu de 6 358 685 euros.

À fin Juillet 2017, le montant total des dépenses 5 514 209,68 euros net, ce qui équivaut à 5 900 204,36 euros incluant les coûts indirects. Cela représente 93% du total de la première, deuxième et troisième tranche et 90% du budget total des activités.

En comparaison, ces taux d'exécution étaient respectivement les suivants par rapport au budget total:

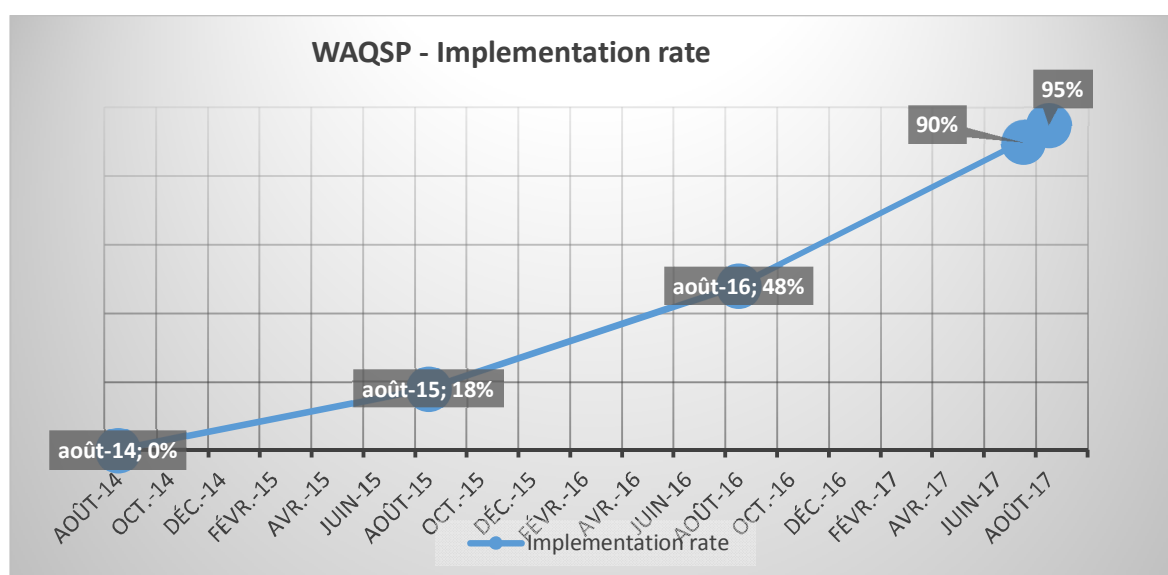
- 4% à la fin de Mars 2015
- 18% à fin Août 2015
- 35% à fin Mars 2016
- 48% à fin Août 2016
- 64% à la fin de Janvier 2017

Cela montre que la mise en œuvre a augmenté de 72% depuis la fin de l'année 1 (Août 2015) et 42% depuis la fin de l'année 2 (Août 2016), ce qui démontre un énorme progrès accompli dans la mise en œuvre du programme et l'efficacité de l'accélération des mesures prises en 2016 comme elle peut être perçue dans la figure 11 ci-dessous. Alors la consommation de l'ensemble du budget d'ici la fin de la première phase semblait plutôt peu réaliste il y a 2 ans, le programme a réussi à surmonter les difficultés rencontrées depuis le début en termes de retards dans sa mise en œuvre et des contraintes du personnel afin d'atteindre 93% de la mise en œuvre du total reçu des versements anticipés en Juillet 2017. Le tableau 2 et la figure 12 fournissent des informations détaillées sur la consommation par des taux d'objectifs et la mise en œuvre spécifique par rapport au budget total du projet.

Le tableau 2 montre que le taux de mise en œuvre varie d'un output à l'autre, avec les scores les plus élevés SO.1 en raison de la finalisation des travaux liés à la politique qualité dans presque tous les pays, de même qu'en SO.4 en raison du grand nombre d'activités de promotion organisées aux niveaux régional et national, y compris le Prix nationaux de la Qualité et le Prix CEDEAO de la Qualité.

La faible performance relative au monitoring ainsi qu'en SO.3 est due au fait que les activités restantes doivent être finalisées d'ici la fin de la phase 1 en Août (réunions du comité de pilotage et le rapport final) ou être poursuivies au cours de la phase 2.

Figure 11: Taux d'exécution / période de rapportage



Le tableau 2 ci-dessous présente la liste détaillée de la répartition des dépenses.

Tableau 2: Vue d'ensemble de la répartition des dépenses

OUTPUTS	Budget total du projet	Les dépenses totales jusqu'à 31/07/2017	Impl. Taux Budget total	TOTAL
SO.1 IQ régionale et cadre juridique	€ 736,092.00	€ 725,223.10	99%	€ 10,868.90
SO.2 l'accès du secteur privé aux normes	€ 994,400.00	€ 921,434.19	93%	€ 72,965.81
SO.3 accès du secteur privé services d'évaluation de la conformité	€ 1, 416,674.00	€ 1, 030,977.62	73%	€ 385,696.38
SO.4 Culture Qualité dans le secteur privé	€ 716,807.00	€ 764,411.29	107%	- 47,604.29 €
Visibilité du programme	€ 154,800.00	€ 148,978.88	96%	€ 5,821.12
Supervision et coordination	€ 1, 779,554.00	€ 1, 701,505.40	96%	€ 78,048.60
Suivi-évaluation et rapports	€ 321,345.00	€ 221,679.20	69%	€ 99,665.80
Total des coûts directs	€ 6, 119,672.00	5 €, 514,209.68	90%	€ 605,462.32
Coûts indirects	€ 428,377.04	€ 385,994.68		
Total	€ 6, 548,049.04	5 €, 900,204.36	90%	€ 647,844.68

Figure 12: Taux d'exécution financière par objectif spécifique

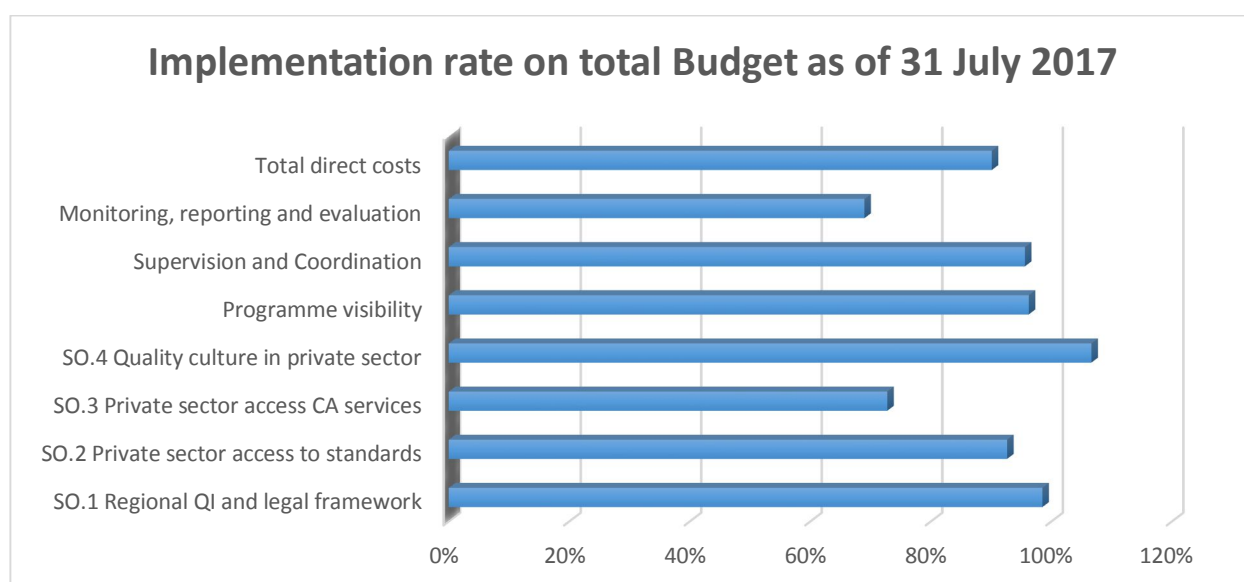


Tableau 3: Vue détaillée de la répartition des dépenses

PROGRAMME SYSTEME QUALITE AFRIQUE DE L'OUEST - 31/07/2017			
Objectifs spécifiques et activités	Dépenses (c + d)	Les paiements (d)	Engagements (c)
SO.1 QI régional et cadre juridique	725,223.10	675,955.63	49,267.47
1.1 Les politiques nationales de qualité sont conformes à la politique régionale de qualité et mis en œuvre	725,223.10	675,955.63	49,267.47
SO.2 l'accès du secteur privé aux normes	921,434.19	815,969.10	105,465.23
2.1 Le système régional de normalisation est opérationnel et prêt à émettre des normes	230,969.02	214,543.08	16,426.08
2.2 Les normes régionales sont adoptées pour les produits prioritaires dans la région	687,837.72	598,798.57	89,039.15
2.3 Les capacités des centres de documentation des organismes nationaux de normalisation sont renforcées	2,627.45	2,627.45	0.00
services SO.3 accès du secteur privé à l'Évaluation de Conformité	1, 030,977.62	654,396.40	376,581.22
3.1 Le système régional d'accréditation est mis en place et renforcé pour répondre aux besoins des services d'accréditation évaluation de la conformité dans la région	295,018.44	126,966.02	168,052.42
3.2 Un réseau de services d'évaluation de la conformité accrédités est établi et renforcée afin de fournir la gamme complète des services requis dans la région	689,397.96	493,677.53	195,720.43
3.4 Le système de métrologie / d'étalonnage régional (RMS) est établi et opérationnel	46,561.22	33,752.85	12,808.37
Faire.4 culture de la qualité dans le secteur privé	764,411.29	665,979.88	98,431.41
4.2 Formation des formateurs sur des thèmes structurés sur la qualité principalement en coordination avec les associations de l'industrie et du commerce	159,444.05	163,466.65	-4,022.60
4.3 acteurs régionaux et nationaux pertinents dans le domaine de la qualité sont au courant des principes de qualité et des services d'affaires fournis par son infrastructure	525,862.11	465,284.67	60,577.44
4.4 Une organisation cohérente et système d'information régional basé sur Internet bilingue sur les services fournis par l'infrastructure de qualité est établie et utilisée	79,105.13	37,228.56	41,876.57
visibilité du programme	148,978.88	137,559.33	11,419.55
Visibilité du programme	148,978.88	137,559.33	11,419.55
Supervision et coordination	1, 701,505.40	1, 497,355.53	200,488.38
Mise en place des unités de coordination technique régionale et nationale	1, 658,142.48	1, 466,739.61	187,741.38
Le fonctionnement de l'Unité de coordination technique (TCU)	43,362.92	30,615.92	12,747.00
Le suivi, les rapports et l'évaluation	221,679.20	213,602.34	8,076.86
Le suivi, les rapports et l'évaluation	221,679.20	213,602.34	8,076.86
somme finale	5, 514,209.68	4, 660,818.21	849,730.12

Conclusion

Depuis le 29 Août 2016, le programme a mis en œuvre un vaste ensemble d'activités qui a conduit vers la pleine réalisation de la phase 1. En effet, la phase 1 peut être considérée comme une phase de conception / de développement (politique de qualité et leur plan d'action de mise en œuvre, les textes juridiques de l'infrastructure de la qualité, la sélection des entités de conformité à être prises en charge, etc.) alors que la phase 2 s'entend comme une phase de consolidation et mise en œuvre de textes (politiques, structures, l'accréditation effective des OEC, fonctionnement de la base de données, etc.).

Avec un taux d'exécution financière globale de 90% (en fait 14% ne sont pas des dépenses réelles, mais les engagements de dépenses pris) fin Juillet 2017, la phase 1 du programme a su rattraper le retard enregistré au début. L'estimation de la mise en œuvre des activités au 31 juillet 17 est d'environ 82%. Cela s'explique par le fait que des activités critiques ont été réalisées, telles que la finalisation de l'étude régionale sur l'infrastructure de la qualité, l'adoption des textes juridiques pour la mise en place de l'infrastructure régionale de qualité, l'organisation des Prix nationaux et CEDEAO de la Qualité, la formation de 295 experts dans différents domaines et la qualification de 105 experts sur la norme ISO 22000. Un résultat remarquable a été réalisé en matière de genre, 100% des femmes qui participent à l'ISO 22000 a passé l'examen ; ces dernières sont maintenant reconnues internationalement comme des experts qualifiés et prêts à servir la région.

Cependant, le PSQAO aussi est passé par divers défis, allant du manque ou l'instabilité du personnel, aux retards liés à disponibilité tardive de la deuxième tranche ainsi que la modification de la convention de contribution ; l'impact a été celui d'un rythme encore trop faible dans la mise en œuvre des activités.

Le comité de pilotage du programme s'est interrogé sur la possibilité d'utiliser le budget complet d'ici la fin de la phase 1 et a demandé à l'ONUDI de proposer des mesures d'accélération.

Suite à cette demande, l'ONUDI a pris avec succès des actions visant à augmenter le taux d'exécution financière et d'utiliser efficacement le budget alloué au cours de la phase 1.

En effet, conformément aux mesures d'accélération adoptées, de nombreuses activités ont pu démarrer rapidement dans divers domaines techniques importants et sont presque terminées,

comme le développement et la mise à jour des politiques nationales de la qualité, l'étude pour la mise en place des structures de l'infrastructure régionale de la qualité et la mise en place et l'organisation du Prix CEDEAO de la Qualité.

Sur la base de ces mesures l'ONUDI a réussi à mettre en œuvre le maximum d'activités afin d'assurer que le taux de mise en œuvre soit satisfaisant par tous les intervenants et leurs homologues à la fin du programme.